

NOTE DE CONJONCTURE SOCIÉTALE

2017 : L'EMANCIPATION

CONFIDENTIEL

Document réservé aux souscripteurs du système d'enquête
« Conditions de vie et aspirations »

**Lucie Brice, Patricia Croutte, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian,
Jorg Muller**

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 32
Fax 01 40 77 85 09



Table des matières

PRINCIPAUX RESULTATS	3
I. SITUATION ECONOMIQUE : LA TRAJECTOIRE POSITIVE SE POURSUIT	4
1. Une nouvelle dynamique sur le front de l'emploi.....	4
2. Amélioration du moral économique mais moindre résilience qu'en 1995	5
3. Plus de marges financières, notamment pour les dépenses « plaisir »	7
4. Le redoux économique général ne profite pas à tout le monde	11
5. Diminution des pratiques collaboratives chez les plus aisés, progression chez les bas revenus.....	11
II. LE SOUHAI D'UNE REPRISE QUI BENEFICIE A TOUS	12
1. Les Français font un peu plus preuve de compassion.....	12
2. Ils encouragent davantage l'action des pouvoirs publics auprès des plus démunis.....	14
III. A LA CROISEE DES CHEMINS ENVIRONNEMENTAUX	15
IV. UN SYSTEME POLITIQUE ET MEDIATIQUE A BOUT DE SOUFFLE	17
1. L'envie de faire table rase.....	17
2. La perte de repères	18
3. Le cercle vicieux du sentiment d'invisibilité	20
4. Une envie de changement radical de société	21
5. Le vote plutôt que la rue – adhésion à l'idée du vote « négatif ».....	21
V. FEBRILITE DES LIENS SOCIAUX	24
1. Un climat marqué par l'état d'urgence.....	24
2. La diversité perçue comme une difficulté	24
3. Les Français se montrent plus méfiants envers les autres	27
4. Le smartphone ou la peur de « ne pas en être »	28
5. Une dépendance qui crée du stress et de la fatigue.....	30
6. Une aspiration à davantage de lien social	32
VI. CARTOGRAPHIE DE L'OPINION	32
1. La construction de l'Espace général des Opinions.....	33
2. En un an : certes, davantage de satisfaction, mais pas plus d'ouverture aux autres	36
3. En 2017 : cinq groupes de Français, aux idées et positionnements bien tranchés	37
VII. L'UTOPIE REPUBLICAINE	40

Principaux résultats

L'année 2017 est marquée par plusieurs tendances fortes:

1. **L'amélioration du moral économique** observée depuis deux ans se poursuit. Les signaux positifs sont particulièrement nets sur le front de **l'emploi** où l'on observe un nouveau souffle. Les marges de manœuvre retrouvées profitent en particulier aux dépenses **plaisir**. La reprise est toutefois **moins rapide** qu'en 1995 et nos concitoyens ont plus de mal à se remettre de la crise qu'il y a vingt ans.
2. Le redoux économique profite à quasiment toutes les catégories sociales à l'exception des **bas revenus**. Les liens entre niveau de pauvreté réel et opinion sur la pauvreté semblent changer de paradigme. La population semble plus compatissante à l'égard des plus **démunis** dans un contexte de marges de manœuvre financières retrouvées.
3. Au niveau **environnemental**, la population semble à la croisée des chemins. La moindre focalisation sur le chômage laisse un peu plus de place aux questions d'environnement. Mais nos concitoyens semblent un peu perdus. Dans l'incertitude par exemple par rapport à la question de l'énergie nucléaire dont ils ne savent plus trop quoi penser. Dans une période de flottement également par rapport aux pratiques collaboratives qui, si elles restent stables en moyenne, voient les catégories aisées, sous l'effet de la reprise, s'en détourner, tandis que les bas revenus s'en emparent davantage.
4. En cette année d'échéance présidentielle, la défiance dans le système médiatique et politique est à son comble et **rejaillit** sur de nombreuses institutions et organismes. Retrouvant une forme d'autonomie financière, la population fait montre d'une forte envie de faire **table rase** et de **s'affranchir** d'un système jugé à bout de souffle.
5. Le **climat terroriste** des deux dernières années place aujourd'hui les questions de sécurité en tête des préoccupations de la population. Les menaces répétées à différents endroits du territoire créent une atmosphère de **fébrilité** dans les rapports sociaux. Les individus se montrent plus méfiants dans leurs rapports aux autres. **L'envie de lien social** n'a jamais été aussi forte mais dans le même temps aussi anxiogène. Cette fébrilité se retrouve dans l'omniprésence des **réseaux sociaux** qui imprime un rythme frénétique et addictif, en particulier chez les jeunes.
6. L'année 2017 semble une année charnière, donnant de nombreux signes de **la fin d'un système** décrié depuis de nombreuses années. Cette phase apparaît caractérisée par une forme **d'émancipation**, vis-à-vis de modèles institutionnels, médiatiques, sociaux vieillissants. Cette période quasi adolescente, **de souhait de changement radical** n'est pas sans provoquer des formes de **tensions**, et laisse nos concitoyens dans une forte **incertitude** face à l'avenir.
7. Face à une société **« liquide »** (Bauman) de plus en plus flexible, mobile, dans laquelle les situations auxquelles les hommes sont confrontés se modifient avant même que leurs façons d'agir ne réussissent à se consolider en procédures et habitudes, nos concitoyens se raccrochent pour partie au **modèle républicain**. Celui-ci conjugue à leurs yeux des valeurs en phase avec la société actuelle et son souhait de **renouvellement** (liberté) et un aspect **rassurant** par rapport aux difficultés rencontrées (fraternité, égalité). Dans un **besoin d'utopie** renouvelé, ils lui adjoignent les valeurs du **respect, du partage** et une place prépondérante au **travail**, autant de valeurs rejoignant la montée en puissance de la **« co-production »** - du faire ensemble, comme nouvel horizon utopique dans un monde mouvant.

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant en 2017 3 020 personnes (méthode des quotas). Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2017, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur une longue période.

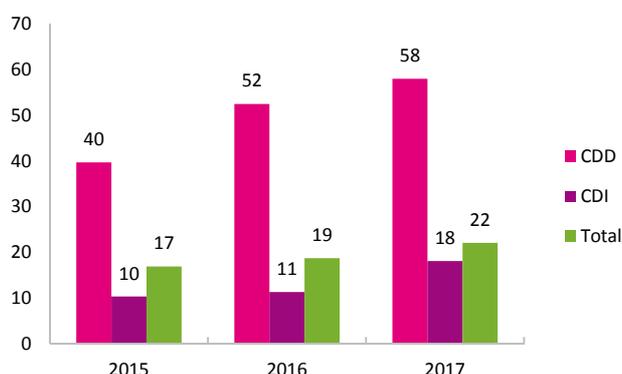
I. Situation économique : la trajectoire positive se poursuit

1. Une nouvelle dynamique sur le front de l'emploi

La légère baisse du chômage observée ces deux dernières années¹ peut être attribuée, au moins en partie, à la **création de nouveaux emplois**. En 2016, plus de 190.000 nouveaux emplois ont été créés dans le secteur tertiaire marchand, ce qui représente la hausse la plus importante du nombre d'emplois depuis 2007. Cette nouvelle dynamique est accueillie par la population avec beaucoup d'enthousiasme car les Français sont de plus en plus nombreux **à chercher du travail** : ils étaient 17% en 2015, 19% en 2016 et 22% en 2017. La progression concerne aussi bien les salariés qui travaillent sous contrat à durée déterminée (+18 points) que ceux à durée indéterminée (+8 points), les actifs occupés que les personnes au chômage. Ce phénomène révèle, d'une certaine manière, une forme de **vitalité** retrouvée sur le marché du travail.

Plus d'un actif occupé sur cinq est en recherche d'emploi

« Cherchez-vous en ce moment un emploi rémunéré et régulier ? - Oui »
Champ : population française, en %



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La part des individus dont la **préoccupation principale personnelle est le chômage connaît d'ailleurs un recul** sensible cette année (-11% par rapport à 2016).

La population française montre des signes d'optimisme en matière d'emploi également **à l'échelle du pays**. Alors qu'en 2016, l'idée que le chômage allait augmenter pendant plusieurs années était partagée par 65% des répondants, elle ne concerne plus que 49% en 2017 (soit une baisse de 16%). Rappelons que par le passé, les Français ont toujours **anticipé la baisse du chômage** une ou deux années avant sa baisse effective. De fait, dès 2012, ils commençaient à se montrer moins défaitistes, bien avant la réelle inversion de la courbe du chômage. Leur pronostic semble donc, sur ce plan, un peu plus optimiste que les prévisions de l'Insee² qui annonce une poursuite de la baisse du chômage, mais de manière relativement contenue.

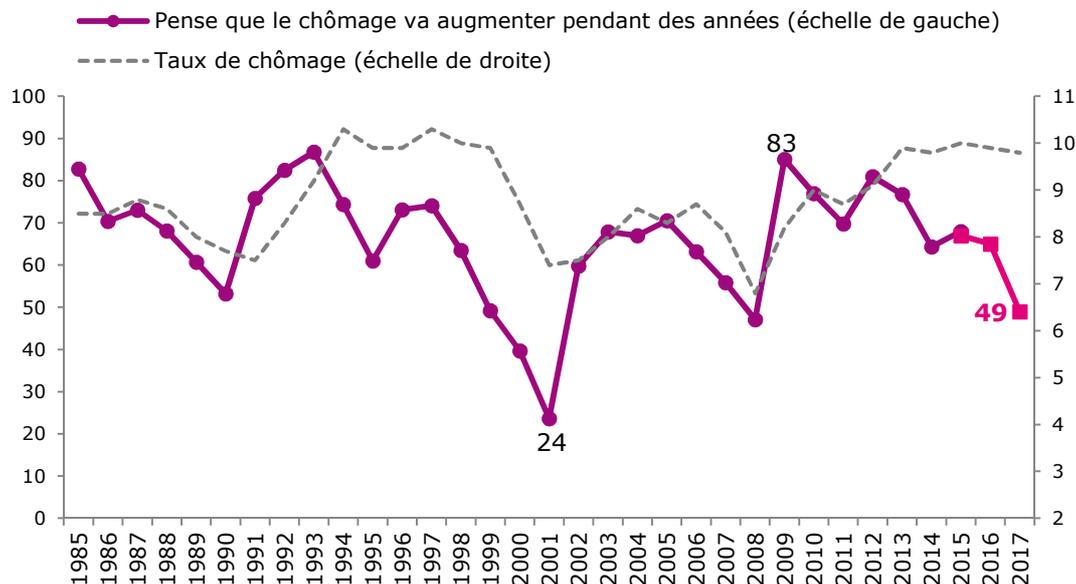
¹ Selon l'INSEE, le taux de chômage est passé de 10% en 2015 à 9,9 en 2016 et 9,7 en 2017.

² La croissance à l'épreuve des incertitudes, Insee, Note de conjoncture, Décembre 2016, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2531686?sommaire=2531694&q=pr%C3%A9vision+ch%C3%B4mage+2017>

Les Français sont moins nombreux à penser que le chômage va augmenter dans les années à venir

« A votre avis, le nombre de chômeurs va-t-il ... - Augmenter pendant plusieurs années »

Champ : population française, en %



Source : INSEE, et CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Note : le taux de chômage au 1^{er} trimestre de l'année, excepté pour 2016 : 4^{ème} trimestre 2015

Champ (taux de chômage) : France Métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus, en %

2. Amélioration du moral économique mais moindre résilience qu'en 1995

Depuis 2008, la **crise financière** mondiale a entraîné l'économie française dans une phase de récession/stagnation. La baisse inédite du pouvoir d'achat des ménages³, l'accélération de la désindustrialisation de la France⁴ et la hausse du chômage qu'elle a généré ont eu un effet dévastateur sur le moral économique de la population, tombé au plus bas.

Après une année 2015 qui marquait un léger redoux économique général, les principaux indicateurs économiques confirment **l'amélioration du climat économique** au début 2017. 30% de la population estime aujourd'hui que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré ou maintenu au cours de la décennie passée, ils étaient 23% en 2016, et 17% en 2015.

Cette amélioration est le résultat joint de plusieurs phénomènes à l'échelle de la zone euro : les **taux d'intérêt historiquement bas** ont permis aux entreprises de relancer l'investissement ; le **prix du pétrole** resté bas tout au long de l'année permet de faire baisser les coûts de production et de restaurer leurs marges ; la **dépréciation de l'euro** a permis de limiter la baisse des exportations. En France, **l'investissement public** a augmenté, de même que **l'investissement privé** (notamment grâce à des dispositifs d'aide publique tels que

³ Le revenu disponible brut n'a pas connu de baisse dans les années qui ont suivi la crise, en revanche le pouvoir d'achat des ménages a baissé en 2012 et en 2013 de 0,9% et 0,4% respectivement, pour ensuite retrouver une croissance. Source : Comptes nationaux - Base 2010, Insee, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2383678?sommaire=2383694>

⁴ D'après l'Insee, la désindustrialisation – qui se traduit par la baisse du poids de la valeur ajoutée manufacturière dans la valeur ajoutée totale – a été accentuée à partir de 2008. La crise financière a fait brutalement chuter les taux de marge dans l'industrie manufacturière, baisser la productivité (en raison notamment d'absence d'ajustement des salaires), ce qui a généré de nombreuses fermetures de sites industriels et la délocalisation. Source : Insee, « L'industrie manufacturière en France depuis 2008 : quelles ruptures ? », décembre 2012

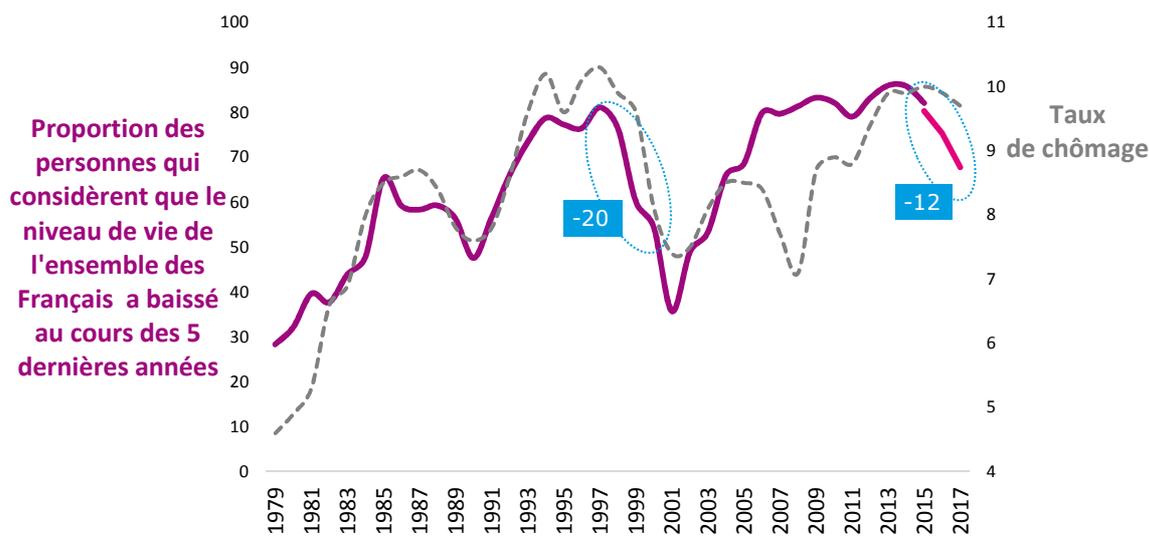
le PTZ, Pinel et le « suramortissement » des biens d'équipement pour les entreprises). La **création des emplois** a également pu être relancée grâce aux dispositifs d'aide comme le CICE.

C'est en particulier la **baisse du chômage** annoncée courant 2016 et confirmée à la fin de l'année qui semble nourrir le sentiment d'une amélioration générale du moral économique. L'étude Conditions de vie et Aspirations montre en effet sur longue période que la proportion de personnes qui considèrent que leur niveau de vie a baissé au cours des cinq dernières années suit à peu de chose près la courbe du chômage.

La baisse du chômage nourrit une amélioration du moral économique des Français

« En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va ... - Un peu moins bien ou Beaucoup moins bien »

Champ : population française, en %



Sources : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » ; INSEE, enquêtes Emploi

L'analyse **comparative des deux périodes de crise** 1993-1995 et 2007-2014 révèle quelques divergences éclairantes. En 1995, la population avait tendance à se montrer moins négative que lors de la période récente. Il faut dire qu'aux difficultés de chômage, les années 2007-2014 ajoutent la focalisation sur les questions de pouvoir d'achat au paroxysme lors de l'élection présidentielle de 2007⁵, des inquiétudes vis-à-vis d'une instabilité systémique⁶, le caractère mondial de la crise et une durée de crise beaucoup plus longue. Autant de facteurs qui expliquent probablement pourquoi **nos concitoyens peinent davantage à se relever** aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

La part des personnes qui considèrent que le niveau de vie des Français a baissé au cours des cinq dernières années enregistre une baisse (-12 points entre 2015 et 2017). Entre 1997 et 1999, au sortir de la crise les perceptions négatives disparaissaient beaucoup plus rapidement (-20 points dans le même intervalle de temps).

Le **regard posé sur l'avenir s'améliore aussi plus lentement** : 19% pensent que leurs conditions de vie avenir vont s'améliorer. La proportion a progressé de +3 points en deux ans. Entre 1997 et 1999, elle avait augmenté de 6 points.

⁵ voir Cahier de recherche n°253 du CREDOC, décembre 2008

⁶ La notion de la crise est fortement relayée par les médias, et elle fait l'objet de recherche sur internet 10 à 20 fois plus souvent au quatrième trimestre de 2008 qu'aux cours des trois premiers trimestres de la même année.

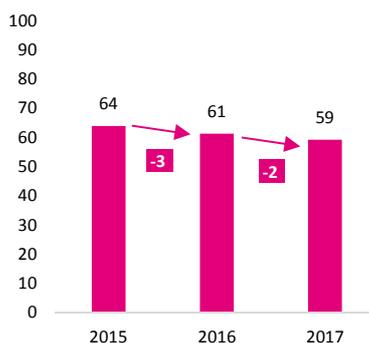
3. Plus de marges financières, notamment pour les dépenses « plaisir »

La part des personnes qui déclarent **s'imposer régulièrement des restrictions budgétaires** suit une trajectoire descendante passant de 64% en 2015 à 59% en 2017. Un indicateur de perception convergent avec celui de l'INSEE⁷ qui constate une **progression du pouvoir d'achat** de +1,4% en 2015 par rapport à 2014, et de +1,9% en 2016 par rapport à 2015.

La baisse du chômage nourrit une amélioration du moral économique des Français

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget - Oui »

Champ : population française, en %



Sources : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Plusieurs facteurs expliquent l'amélioration des marges de manœuvre des ménages :

Les Français sont plus nombreux à déclarer que la **dépense de logement** constitue une charge qu'ils peuvent supporter sans difficulté, ou négligeable (49%, +4 points par rapport à l'an dernier). Ceci est le résultat du cumul de deux tendances : une légère hausse du revenu disponible⁸ à laquelle s'ajoute une **stabilité du niveau des loyers** qui profite aux locataires. Quant aux propriétaires (qu'ils soient accédants ou non), ils ne bénéficient que du premier levier puisque leur charge de logement est peu variable⁹, mais il est suffisant. Mécaniquement, cette légère amélioration profite aux autres postes de dépenses des ménages. Ce ressenti converge avec les données de l'Insee qui montre une progression du revenu arbitral, c'est-à-dire une fois ôtées les dépenses « pré-engagées » (celles-ci étant essentiellement constituées par les dépenses liées au logement).

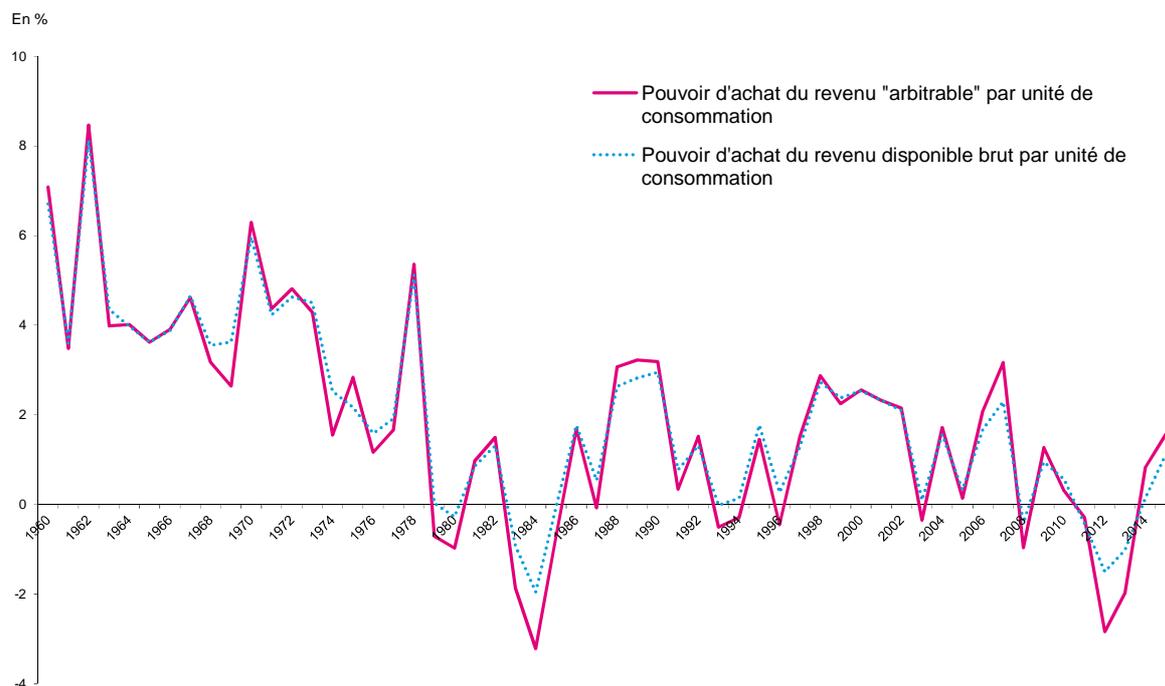
⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2541067>

⁸ D'après l'Insee, le Revenu Disponible Brut par UC a progressé de 1,5% en 2016 par rapport à 2015, sur la base des données sur les trois premiers trimestres.

⁹ Pour les propriétaires accédants, la dépense de logement est principalement constituée du remboursement de l'emprunt immobilier donc le montant est fixé au moment de l'acquisition ne varie pas, sauf à la demande du ménage ; pour les propriétaires non accédants, leur dépense de logement est essentiellement composée de charges et de dépenses d'énergie, or le prix des principales énergies (pétrole et gaz) ont baissé tout au long de 2016.

Le pouvoir d'achat arbitrage par unité de consommation progresse

Evolution du pouvoir d'achat – ensemble de la population



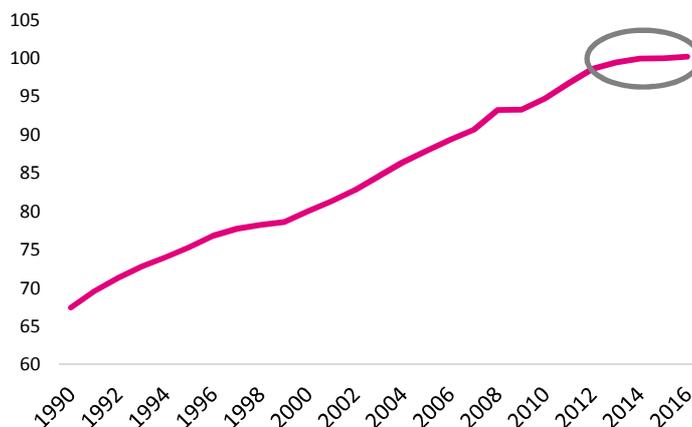
Sources : Insee, comptes nationaux base 2010

Le revenu disponible « arbitrage » plus proche du ressenti des ménages. Il est obtenu en retranchant du revenu disponible brut la dépense de consommation finale « pré-engagée ». C'est-à-dire l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles sont définies comme suit : - dépenses liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; - services de télécommunications ; - frais de cantine ; - services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ; - assurances (hors assurance-vie) ; - services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

On constate également une **stabilisation du niveau des prix à la consommation** inédite sur longue période.

Après 20 ans de croissance continue, le niveau général des prix se stabilise

Champ : France métropolitaine, base 100 en 2015

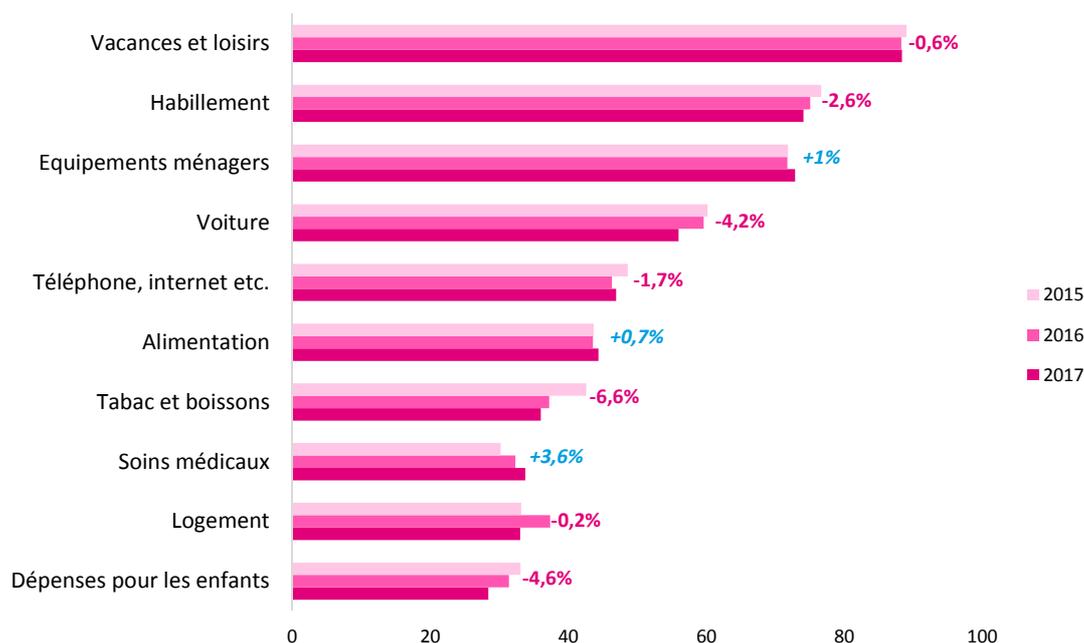


Source : Insee, indice annuel des prix à la consommation

Le recul des restrictions budgétaires est plus particulièrement fort pour des dépenses pouvant avoir trait au « **plaisir** » tels que l'habillement, le tabac et les boissons.

La baisse des restrictions concerne notamment les dépenses de plaisir

Champ : population française, en %



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La détente budgétaire observée sur des postes « plaisir » coïncide avec une plus grande **envie d'avoir du temps libre** (28%, +4 points) qui gagne un peu de terrain cette année au détriment de l'aspiration à gagner du pouvoir d'achat qui reste très nettement majoritaire mais recule un peu cette année (76%, -4 points).

Concrètement, cela se traduit, entre autres, par l'augmentation de la proportion des personnes qui déclarent être parties en **vacances** au cours des 12 derniers mois, qui passe de 63% à 65%.

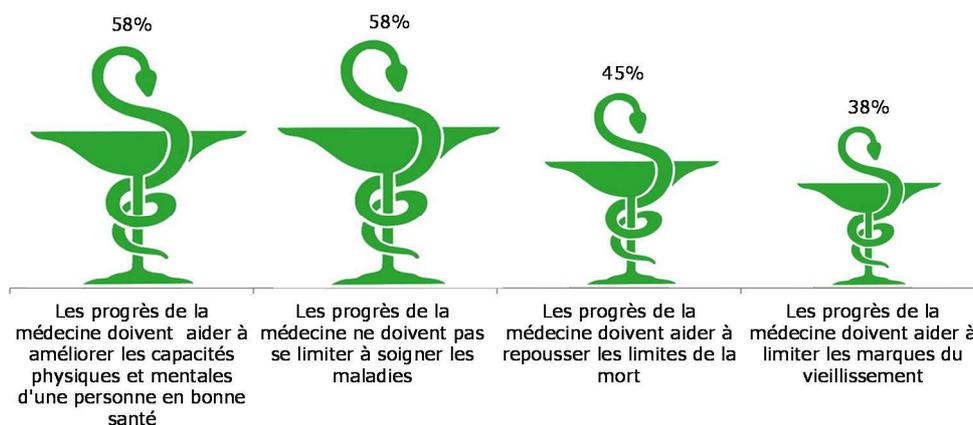
D'autres postes, tels que les dépenses sur le poste **voiture** en profitent également (-4.2%), en liaison surtout avec des dépenses d'équipement. En 2016, le Comité des constructeurs français automobiles constate une hausse des immatriculations : « *En 2016, 2 015 186 exemplaires exactement se sont écoulés sur le marché hexagonal, ce qui représente une hausse de 5,1% par rapport à 2015 (1 912 226 exemplaires), corrigée à 4,7% à nombre de jours ouvrables comparables.* »

Un seul type de restrictions continue de progresser ces deux dernières années, poursuivant une hausse de longue date : les **soins médicaux**. Cette progression s'inscrit dans une tendance de long terme liée pour partie à une **hausse des besoins / des attentes en matière de santé** : les Français vivent plus âgés, ils souhaitent profiter de leur vie de manière la plus intense¹⁰ et le plus longtemps possible¹¹ et voient les dépenses de médecine et de soin comme des voies pour exploiter les potentialités de leur corps et esprit au maximum. 62% des Français considèrent par exemple que « les limites humaines seront continuellement repoussées », et 58% que les progrès de la médecine doivent aider à améliorer les capacités physiques et mentales d'une personne en bonne santé.

¹⁰ Régis Bigot, Émilie Daudey et Sandra Hoibian, Les Français veulent vivre plus intensément, Consommation et modes de vie n°268, 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/268.pdf>

¹¹ Régis Bigot, Sandra Hoibian, Les technosciences : amélioration ou perversion de l'humanité ?, Collection des rapports n°313, 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R313.pdf>

Opinions sur les progrès de la médecine (% oui)

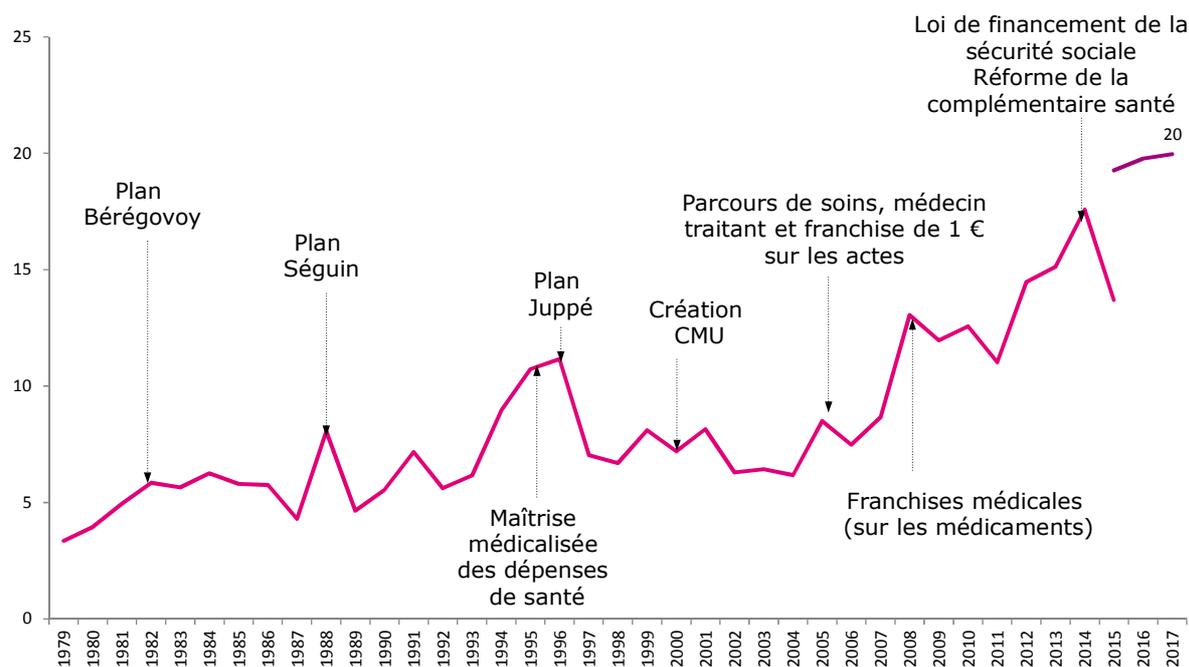


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2014.

Le **sentiment de restriction en matière de santé** est également intimement lié aux **réformes successives** de la sécurité sociale, comme le montre le graphique suivant. A chaque réforme, la conscience de la difficulté à maintenir le financement du système de santé s'aiguise, et les conséquences ressenties sont plus fortes.

Le sentiment de devoir se restreindre en matière de santé continue de progresser

Proportion d'individus déclarant devoir régulièrement se restreindre en matière de dépenses de santé



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

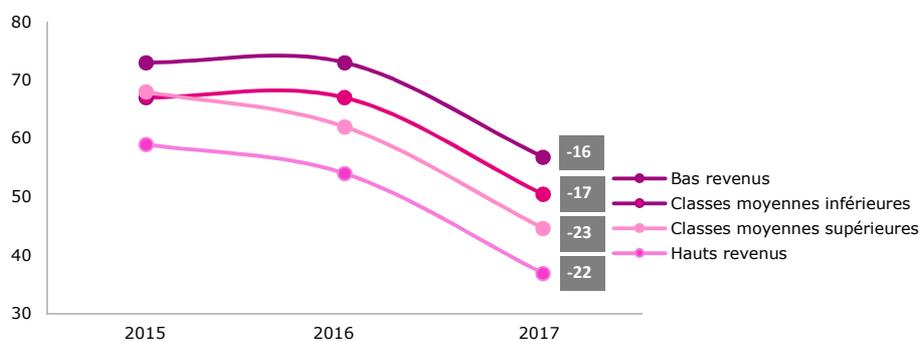
4. Le redoux économique général ne profite pas à tout le monde

L'impact de la nouvelle dynamique économique n'est pas le même sur l'ensemble de la population. **Les bas revenus se sentent plus affectés** par l'instabilité économique de ces dernières années et ont plus de mal à sortir de la période économiquement difficile :

- 53% des bas revenus déclarent que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dix dernières années, tandis que la part des hauts revenus qui ont subi une baisse de leur niveau de vie est de 35%.
- En 2017, les bas revenus déclarent se restreindre aussi souvent que par le passé, alors que les classes moyennes et les hauts revenus sont moins nombreux à avoir le sentiment de devoir se serrer la ceinture (-3% et -6% respectivement).
- Depuis le début du léger redoux économique, le pronostic quant à l'évolution future du chômage en France tend à s'améliorer, cette amélioration est plus timide chez les bas revenus. La proportion des personnes qui pensent que le chômage va augmenter a baissé de 22 points chez les hauts revenus, mais seulement de 16 points chez les bas revenus.

Les bas revenus ont plus de mal à avoir un pronostic positif sur l'évolution du chômage

« A votre avis, le nombre de chômeurs va-t-il ... - Augmenter pendant plusieurs années »
Champ : population française, en %



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations » 2017

5. Diminution des pratiques collaboratives chez les plus aisés, progression chez les bas revenus

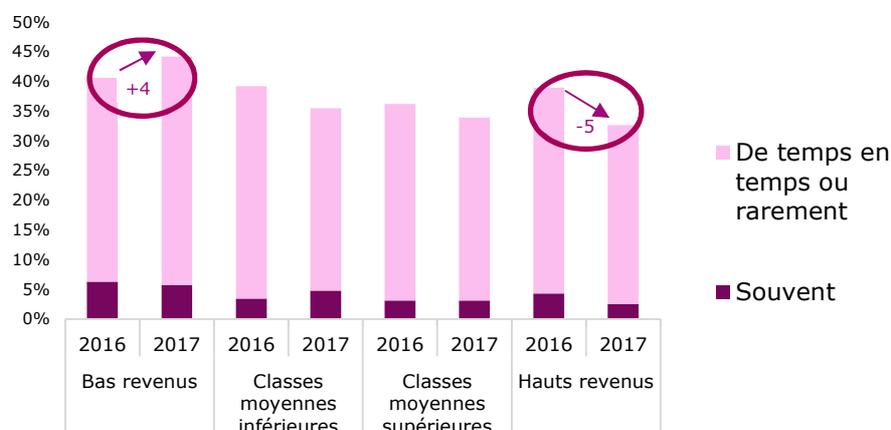
La part des personnes qui déclarent avoir eu recours souvent, de temps en temps ou rarement à des pratiques collaboratives au cours de la dernière année s'établit à 37% et demeure quasi **-stable entre 2016 et 2017** (-2 points). Les hauts revenus ont tendance à moins y recourir cette année, probablement en liaison avec la reprise, tandis que les bas revenus s'en saisissent davantage (marque d'une forme de diffusion de ces pratiques).

Rappelons que la première motivation d'entrée dans les pratiques collaboratives est souvent économique (56% des cas en 2015), devant le souhait d'en profiter pour rencontrer des gens, nouer des liens (53%), contribuer à rendre la société meilleure (26%), agir au niveau local (23%) ou protéger l'environnement (22%). L'amélioration des marges de manœuvre financières limite un peu le développement de ces pratiques, sauf pour les bas revenus qui, comme décrit plus haut, ne disposent pas de marges financières supplémentaires et, par conséquent, ont de plus en plus souvent recours aux pratiques collaboratives.

Les pratiques collaboratives en hausse chez les bas revenus

« Actuellement, certaines pratiques d'échange ou de partage de biens et de services entre particuliers se développent (ex. covoiturage, colocation entre personnes âgées et étudiants, échanges de services de jardinage, bricolage/recyclage, échange de livres, de jouets, petits cours, monnaies locales, fab lab, etc.). Au cours de l'année passée, avez-vous eu recours à des pratiques collaboratives ? »

Champ : population française, en %



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

II. Le souhait d'une reprise qui bénéficie à tous

1. Les Français font un peu plus preuve de compassion

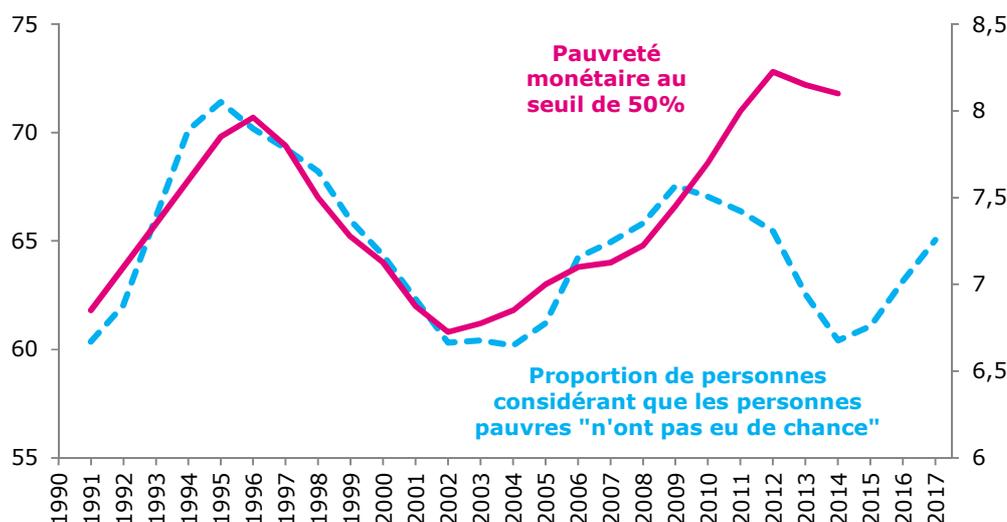
Le regard des Français sur les pauvres est, de longue date, empreint d'une réelle **empathie** : le sentiment que les personnes en situation de pauvreté n'ont pas eu de chance oscille entre 60% et 75% depuis 30 ans. Entre 1990 et 2008, les opinions exprimées sur la pauvreté étaient très sensibles au contexte économique : lorsque le taux de pauvreté monétaire augmentait, les Français avaient tendance à faire preuve de davantage d'empathie envers les plus démunis¹². La crise de 2008 a été, de ce point de vue, assez atypique : l'opinion a alors fait preuve de plus de sévérité vis-à-vis des catégories modestes, enjoignant à prendre en main leur destin, et surmonter elles-mêmes leurs difficultés, dans un contexte marqué par une stigmatisation récurrente de « l'assistanat », et de craintes par rapport à l'état des finances publiques¹³ et alors que la pauvreté et le chômage étaient au plus haut. Depuis 2015, on note une forme **de changement de paradigme**, qui se poursuit encore cette année (+ 3 points de personnes estimant que si certaines personnes vivent dans la pauvreté, c'est plutôt « parce qu'elles n'ont pas eu de chance »).

A mesure que les foyers retrouvent des marges de manœuvre financières, ils estiment davantage possible de partager les fruits de la croissance, et se montrent plus empathiques face aux plus démunis.

¹² Régis Bigot, Émilie Daudey, *La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté*, Document de travail pour la DREES, février 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serieetud126.pdf>

¹³ ONPES rapport 2013, Penser l'Assistance, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_Penser_l_assistance_web.pdf

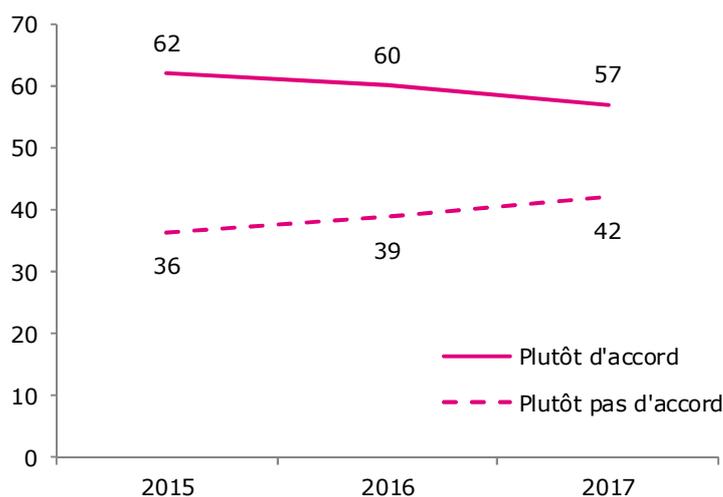
Proportion de personnes estimant que certaines personnes vivent dans la pauvreté « parce qu'elles n'ont pas eu de chance » (vs n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir) et taux de pauvreté monétaire à 50%



Source : Echelle de gauche : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations » ; Echelle de droite : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétro-polées 1996 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010. Notes : les données ont été lissées en moyenne mobile sur 3 années, en accordant un poids de 0,5 à l'année en cours (n) et 0,25 aux années n-1 et n+1, excepté pour le dernier point qui est le taux observé à l'année n. Les années manquantes avant 1996 pour le taux de pauvreté monétaire ont été interpolées de manière linéaire.

Les personnes enquêtées font également preuve de davantage d'empathie envers les chômeurs. Certes, ils souscrivent majoritairement à l'idée selon laquelle « s'ils le voulaient vraiment, beaucoup de chômeurs pourraient retrouver un emploi », mais **une proportion croissante tient à réfuter cette assertion** (42%, + 6 points en deux ans).

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante : « si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi »



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

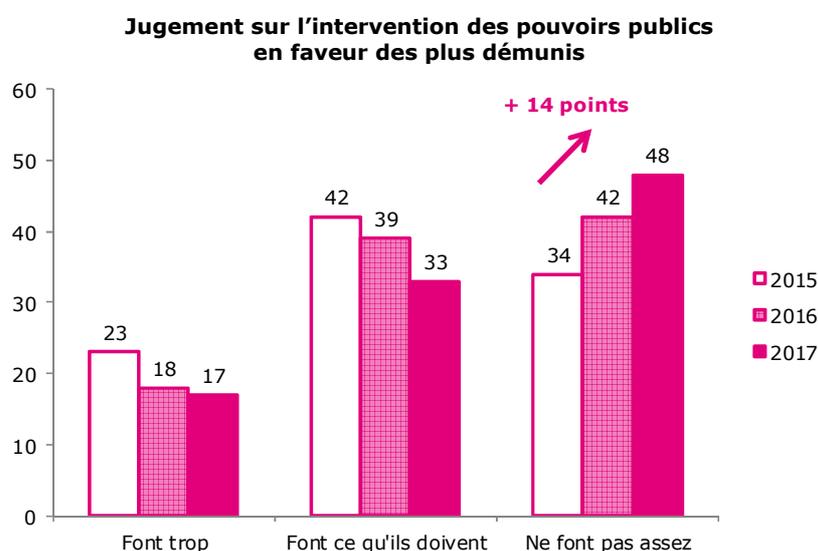
Dans une société marquée par la peur du déclassement, la diminution du chômage et l'amélioration de la situation économique pourraient **limiter la peur de tomber à la dernière place** (last place aversion)¹⁴ mis à

¹⁴ «Ilyana Kuziemko, Ryan W. Buell, Taly Reich, Michael I. Norton« Last place aversion », Evidence and redistributive implications, NBER Working paper Series, n°17234, 2011, <http://www.nber.org/papers/w17234>

jour par des chercheurs américains, selon lesquels les hommes sont motivés moins par un désir de réussir que par la peur d'échouer complètement.

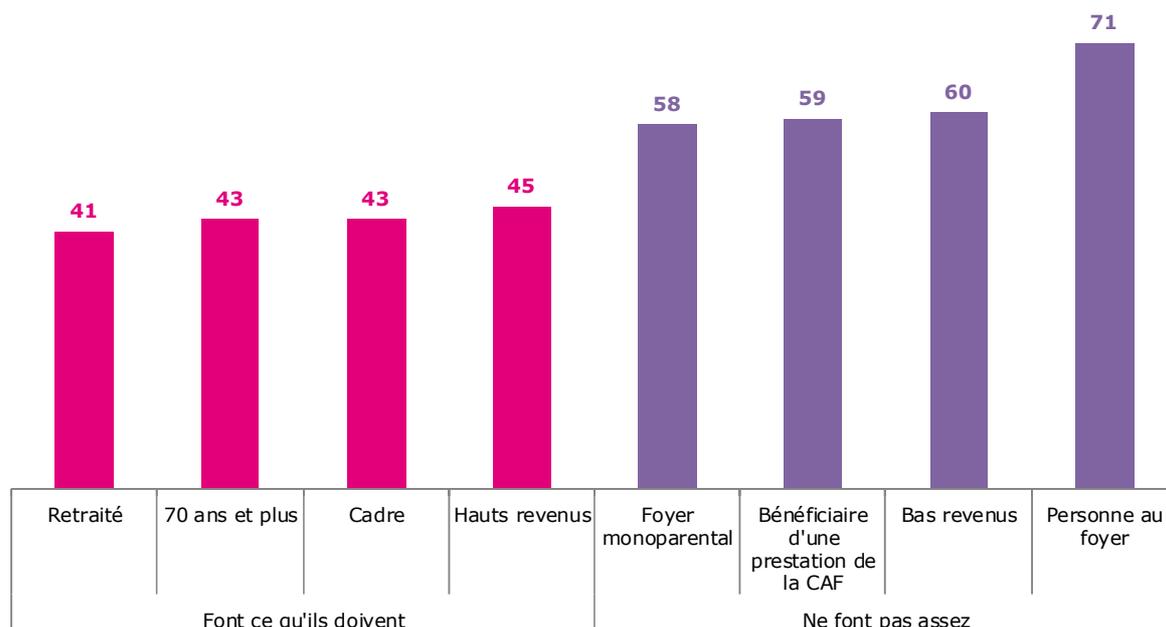
2. Ils encouragent davantage l'action des pouvoirs publics auprès des plus démunis

Conjointement, on assiste, cette année, à une hausse du sentiment que les pouvoirs publics « **ne font pas assez** » pour les plus démunis (48%, + 6 points en un an, + 14 points en deux ans, et cette progression touche la plupart des groupes. La situation économique personnelle et l'âge des interviewés influent sur leur jugement : les plus âgés et les mieux lotis (cadres, hauts revenus) se contentent plus facilement du niveau d'intervention actuel, les plus démunis et les plus fragiles (bas revenus, foyers monoparentaux, allocataires de la CAF ...) - en un mot **ceux qui, aujourd'hui, semblent moins profiter des fruits de la reprise - souhaitent une intervention publique accrue.**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Catégories qui jugent que les pouvoirs publics « font ce qu'ils doivent » ou « ne font pas assez » en faveur des plus démunis



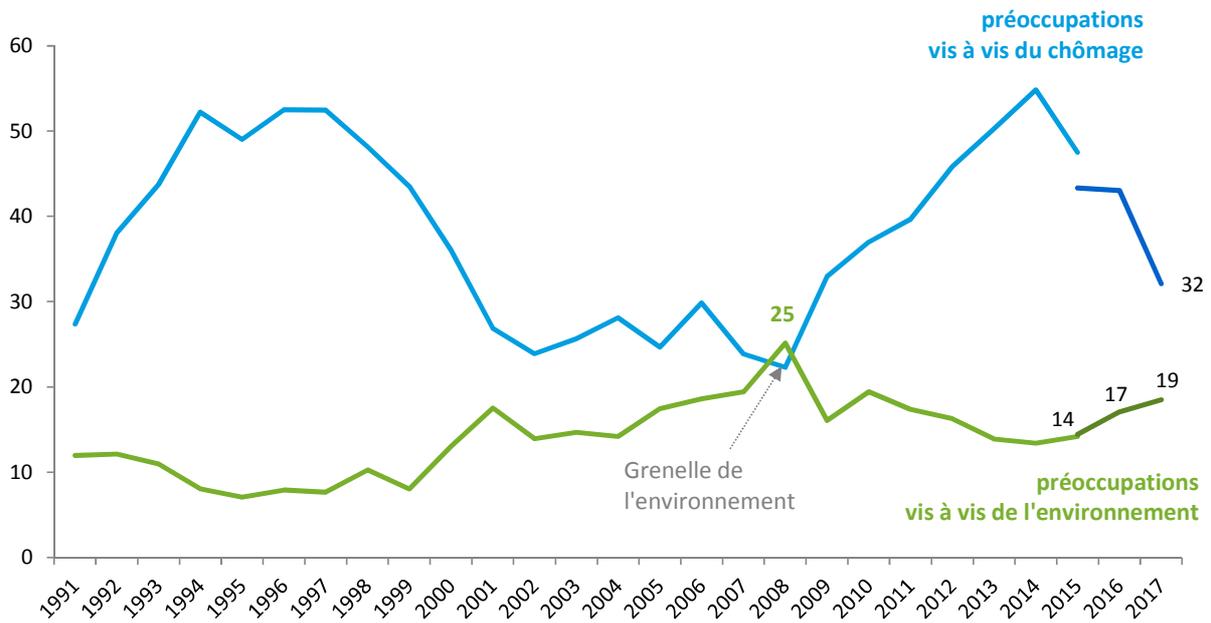
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2017.

III. A la croisée des chemins environnementaux

Les données de l'enquête Conditions de vie et Aspirations montrent que les préoccupations pour la dégradation de l'environnement entrent en concurrence avec d'autres types de considérations, notamment économiques. La population est, en règle générale, plus disposée à s'inquiéter des menaces qui pèsent sur le climat et l'environnement lorsqu'elle est moins tétanisée par les problèmes de chômage. C'était le cas par exemple au début des années 2000, période de relative embellie économique portée par la diffusion des technologies de l'information. Avec l'amélioration sur le front de l'emploi, l'année 2017 ne déroge pas à la règle et l'opinion est un peu **plus mobilisée** quant à l'avenir de la planète. La population, retrouvant quelques marges de manœuvre, se trouve d'une certaine manière à la croisée des chemins en matière de modèle économique et écologique sans avoir réellement tranché.

Des préoccupations pour la dégradation de l'environnement contracycliques

« Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?
- La dégradation de l'environnement - Le chômage », en %

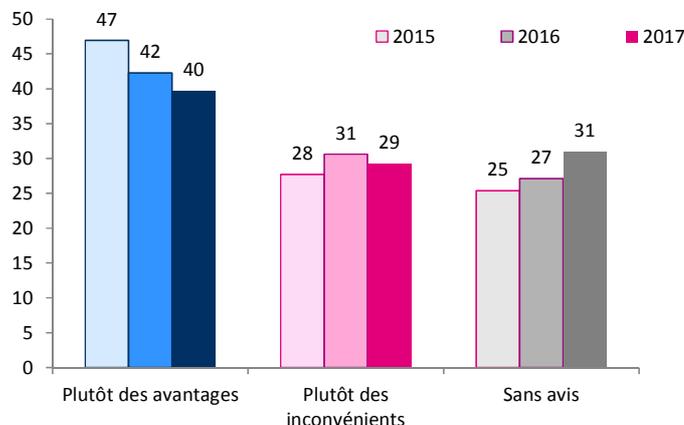


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

En lien avec de nombreux enjeux : économiques, stratégiques, énergétiques mais aussi écologiques, le choix de l'énergie nucléaire partage de longue date la population. À de rares exceptions, les Français sont depuis 1994 et la mesure de cette question dans le dispositif d'enquête, davantage **disposés à voir des avantages dans le choix du nucléaire** pour produire les trois quarts de l'électricité en France. Cette opinion prévaut toujours en 2017. Toutefois l'arrêt de la centrale de Fessenheim -promesse de campagne de François Hollande en 2012- finalement repoussée à l'horizon 2018 à la mise en service prévue de l'EPR de Flamanville dans la Manche, et les nombreux débats qui s'en sont suivis ont jeté une forme de **trouble dans l'opinion** : si 40% des Français pensent encore que le nucléaire présente plutôt des avantages en 2017, ils étaient 42% en 2016 et 47% en 2015. Tandis que l'indécision sur la question progresse entre 2015 et 2017 de 6 points.

Les Français savent moins quoi penser de l'énergie nucléaire

Le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il, selon vous, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?

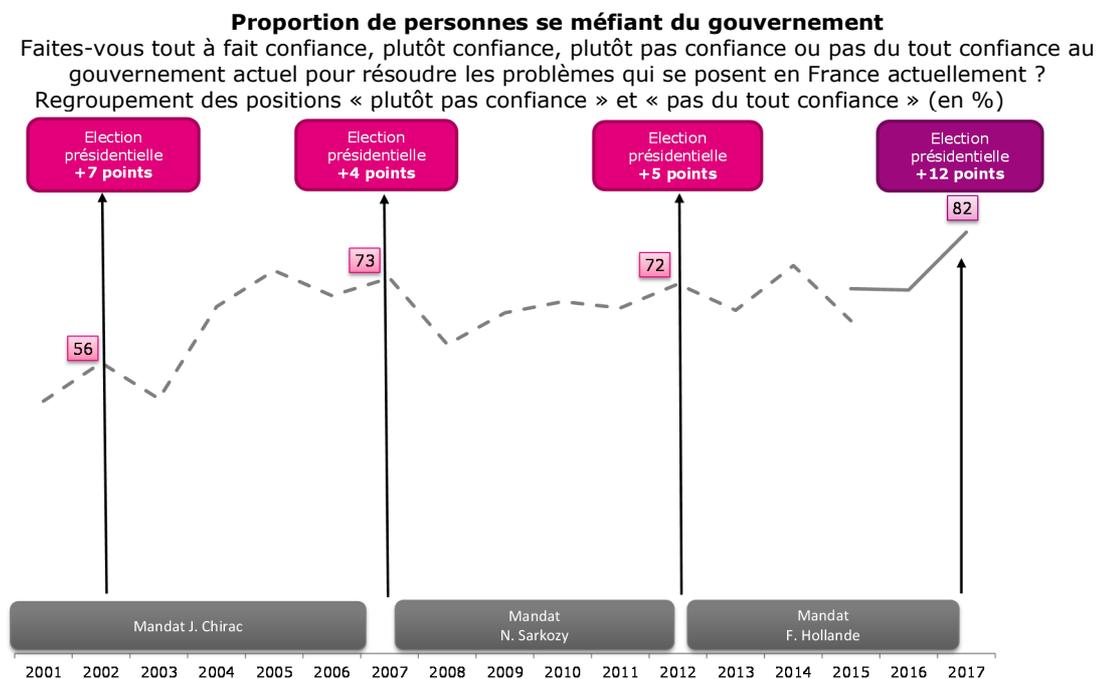


Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et Aspirations », 2017

IV. Un système politique et médiatique à bout de souffle

1. L'envie de faire table rase

Si le désamour entre élites politiques et population constitue un trait caractéristique des démocraties modernes¹⁵ (une certaine méfiance à l'égard des gouvernants est nécessaire au bon fonctionnement du jeu démocratique), l'année 2017 en constitue **le point paroxystique**. L'analyse de la confiance dans le gouvernement au cours des deux dernières décennies montre que chaque élection présidentielle est mécaniquement précédée par une phase de méfiance reflétant l'envie de changement. Signe probable d'un changement d'ère, le gain de confiance propre à chaque phase post-électorale (période de grâce) a été quasi inexistant en 2012 et l'on peut penser que la lune de miel entre les Français et leurs élus se fera de plus en plus rare à l'avenir. En ce début 2017, 82% des Français se méfient des capacités du gouvernement actuel à résoudre les problèmes qui se posent en France. **L'augmentation de la méfiance pré-échéance électorale n'a jamais été aussi forte : +12 points en un an.**



Le climat de défiance dépasse le cadre du seul gouvernement. Déjà bons derniers lors des années précédentes, les médias et les hommes politiques tombent de Charybde en Scylla. Moins **d'un Français sur trois se fie aux médias** (30%, -2 points) et **seulement 12% dans les hommes et femmes politiques** (-2 points). Les résultats observés pour ces derniers sont d'autant plus marquants qu'ils ont été mesurés avant l'émergence de scandales de corruption ayant entaché la campagne : le « Penelopegate », et l'affaire des assistants parlementaires de Marine Le Pen, etc.

Le tableau ci-dessous montre que la confiance accordée à plusieurs institutions ou organismes s'inscrit dans une **mécanique générale qui s'auto-alimente** : les personnes méfiantes par rapport à certains types d'organismes ont plus de risques que les autres d'être suspicieuses en général, quels que soient les interlocuteurs évoqués. **Certaines sphères sont très connectées** dans les perceptions. En particulier la

¹⁵ Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, 1996.

défiance contre les médias est très fortement liée au regard porté sur la classe politique, pointant du doigt la **collusion** perçue entre ces deux mondes.

Matrice des corrélations de la confiance dans différents organismes
Coefficients de Pearson. Tous les résultats sont significatifs au seuil de 0.001%

	la police	les associations	l'école	les entreprises privées	les entreprises publiques	les banques	les hommes et femmes politiques	les médias
la police	1,00							
les associations	0,36	1,00						
l'école	0,36	0,45	1,00					
les entreprises privées	0,47	0,38	0,35	1,00				
les entreprises publiques	0,40	0,41	0,43	0,43	1,00			
les banques	0,36	0,27	0,33	0,48	0,43	1,00		
les hommes et femmes politiques	0,28	0,29	0,29	0,33	0,43	0,43	1,00	
les médias	0,31	0,39	0,38	0,35	0,40	0,43	0,48	1,00

Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Lecture : la méfiance dans les médias est très corrélée à celle dans les hommes et femmes politique (0.48)

Concomitante d'une concurrence grandissante de sources d'information alternatives et surtout contradictoires (notamment disponibles sur internet ou les réseaux sociaux en ligne), cette méfiance dans les médias crée probablement un terreau favorable à l'âge informationnel dit de la « post-vérité » pour reprendre le néologisme sacré expression de l'année 2016 par le dictionnaire d'Oxford¹⁶ « *qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles* ».

Les Français semblent dans un phénomène **d'émancipation** par rapport à un cadre, un modèle de société qu'ils rejettent.

2. La perte de repères

En 2017, quasiment tous les organismes sont pris dans **cette spirale négative**. La confiance dans les **entreprises publiques** s'effrite notablement avec 53% de cote de confiance, soit -9 points par rapport à 2016 et -12 points par rapport à 2015. Les banques (32%, -7 points) et les entreprises privées (61%, -2 points) perdent également du terrain. Les difficultés économiques auxquelles doivent se résoudre les grands champions nationaux comme EDF, la SnCF, la restructuration d'Areva, la cession des titres d'Engie ou encore les plans de réorganisation d'Air-France et les commandes publiques contestées auprès d'Alstom ont suscité de nombreux commentaires sur la gestion des portefeuilles de l'Etat. Au-delà du traitement médiatique, les rapports récents de la Cour des comptes¹⁷ ou du Sénat¹⁸ pointent des contradictions structurelles qui sous-tendent toute **participation de l'Etat** comme actionnaire dans l'économie privée. Celui-ci est pris entre des objectifs multiples et souvent contradictoires : patrimoniaux, financiers parfois de court terme pour renflouer les finances publiques, objectifs de plus long terme en matière de politique publiques. Les rapports pointent des problèmes de gouvernance (par exemple, un manque d'adéquation des dividendes versés à la situation financière de

¹⁶ Selon le Dictionnaire d'Oxford, <https://en.oxforddictionaries.com/definition/post-truth>

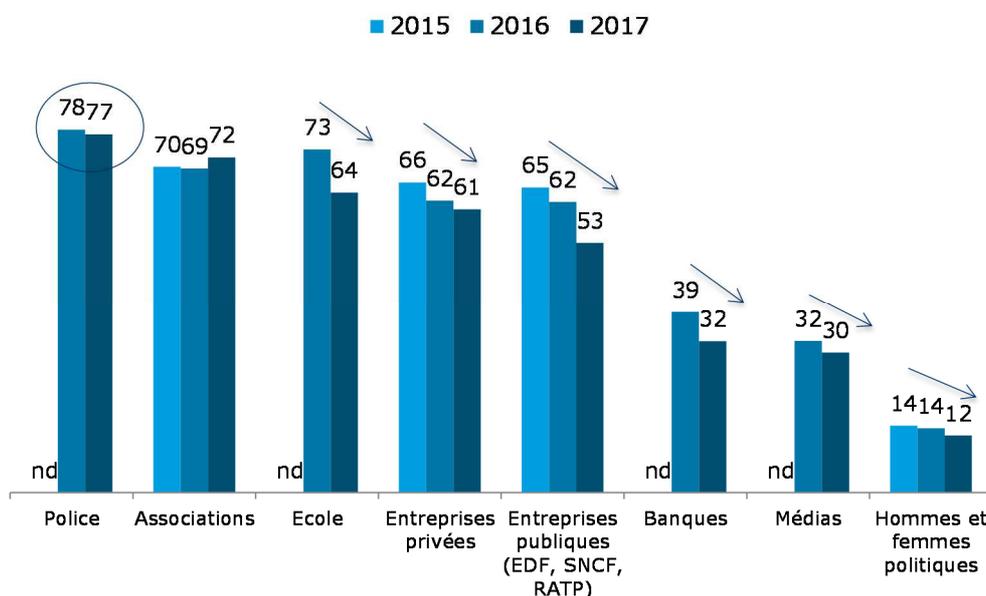
¹⁷ Cour des Comptes, L'ÉTAT ACTIONNAIRE Rapport public thématique 2017, <file:///C:/Users/s.hoibian/Downloads/20170125-rapport-etat-actionnaire.pdf>

¹⁸ Sénat http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/finances/Controle/Rapport_Dividendes_Version_Provisoire.pdf

l'entreprise), et plus généralement la participation de l'Etat dans les entreprises publiques pourrait, à l'avenir, impliquer des dépenses supplémentaires pour les finances publiques.

Le soutien aux institutions étatiques semble s'affaiblir dans un autre domaine. Même si plus de six Français sur dix se fient au système d'éducation nationale, **l'image de l'Ecole** – institution pourtant très aimée de la population – **s'est ternie** (-9 points par rapport à 2016). L'idée que l'école française crée de plus en plus **d'inégalités** est régulièrement pointée du doigt, à l'occasion de différentes études¹⁹ et classements internationaux, et récemment par le Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire²⁰. Nos concitoyens manifestent probablement leurs doutes quant aux capacités de l'école de continuer à jouer son rôle dans le **modèle d'intégration** républicain. En effet, les critiques vis-à-vis de l'école sont les plus vives chez ceux qui voient la diversité des cultures et des origines comme une difficulté pour le vivre ensemble (seulement 57% de confiance à l'égard de l'école contre 75% chez les personnes voyant la diversité comme une richesse pour la société, 64% en moyenne).

Proportion de personnes ayant confiance dans chacun des acteurs suivants
Regroupement des positions « très confiance » et « plutôt confiance » (en %)



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Parmi les différents acteurs et organismes, deux tirent leur épingle du jeu. Les **associations**, structures émergeant de la société civile, ne sont pas prises dans la tourmente et la population continue de leur accorder un grand crédit. La **police nationale**, incarnant les prérogatives régaliennes de l'Etat, ne baisse pas non plus dans l'estime de nos concitoyens. L'indicateur, a été mesuré avant l'affaire « Théo »²¹ relative à l'arrestation et au viol présumé d'un homme de 22 ans, le jeudi 2 février 2017 en Seine-Saint-Denis, qui a été suivie de nombreuses manifestations et débats, à la fois en soutien à Théo, et d'autres aux policiers. Au début 2017, après plus d'un an d'une situation d'état d'urgence, des attentats ayant marqué l'opinion²², 77% des Français ont confiance dans la police.

¹⁹ OCDE, 2016, PISA 2015 Results (Volume I), Excellence and Equity in Education,

²⁰ Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire, *Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires*, Dossier de synthèse, http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160927Dossier_synthese_inegalites.pdf

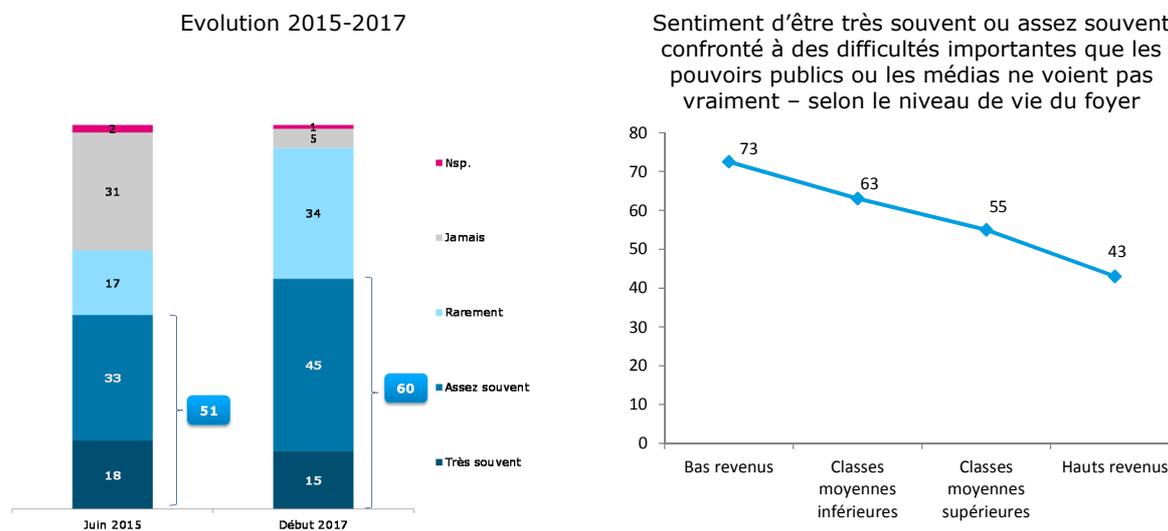
²¹ http://presse.inserm.fr/wp-content/uploads/2016/11/2016_11_10_Enquete-CREDOC.pdf

²² Ibid.

3. Le cercle vicieux du sentiment d'invisibilité

Une autre facette de la distance entre les citoyens et les pouvoirs publics et les médias est **le sentiment d'invisibilité sociale**, qui **touche aujourd'hui six Français sur dix**. La proportion des « invisibles » est non seulement majoritaire mais en nette progression par rapport à juin 2015 (+9 points).

Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? (en %)



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Ce sentiment est très développé chez certaines catégories de la population et est clairement majoritaire chez les **bas revenus et classes moyennes inférieures**. Plutôt qu'une absence totale de visibilité médiatique ou un défaut complet de prise en compte par les pouvoirs publics, l'invisibilité résulte davantage d'un **déficit d'écoute sociale**²³ et de l'impression d'une **mauvaise appréhension des problématiques** par les pouvoirs publics ou les médias. Impression qui peut renvoyer au manque d'efficacité perçu des actions mises en œuvre, au sentiment que le message relayé par les médias est **globalisant** et ne correspond pas réellement au vécu des personnes, à la spécificité de leur situation (exemple : au-delà de l'accès à l'emploi, la question de l'accès à l'emploi durable ; au-delà de la baisse du pouvoir d'achat en général, les difficultés des petites retraites ou des jeunes isolés, étudiants ou sans emploi ; au-delà de l'accès au logement, l'absence de perspective sur la possibilité d'accéder à la propriété; au-delà de mots-valises tels que l'insécurité, les incivilités vécues au quotidien dans l'espace public, etc.).

Cette invisibilité vient à son tour nourrir une forme de sentiment de déclassement et alimente également une **distance aux institutions et médias**. Alors que dans l'ensemble de la population 60% des personnes se considèrent mal représentées, elles sont 70% parmi celles qui se méfient du gouvernement et 72% parmi celles qui n'ont aucune confiance dans les médias.

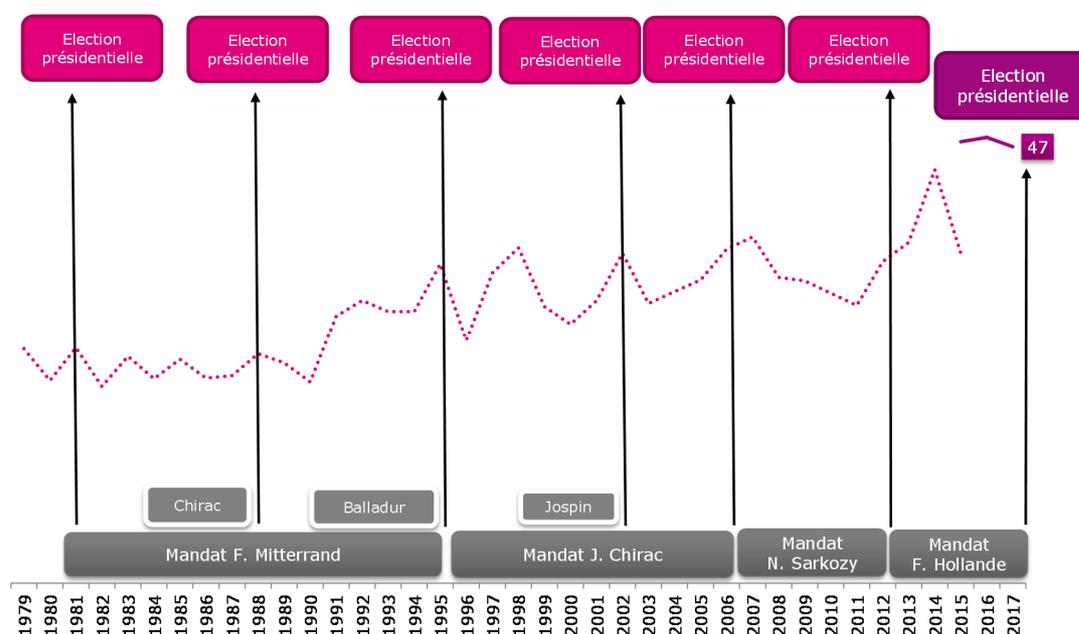
²³ Pour plus de détails sur cette thématique voir Elodie Albérola, Lucie Brice, Nelly Guisse et Sandra Hoibian, *La France des invisibles*, Collection des rapports du CREDOC n°327, 2016

4. Une envie de changement radical de société

L'envie de tout changer est au plus haut. En ce début 2017, **86% des Français estiment que la société française a besoin de se transformer profondément** (+2 points par rapport à 2016). Parmi eux, 47% souhaitent qu'elle change radicalement d'orientation (et 38% préconisent un changement « doux » par les réformes). Par le passé, les échéances électorales présidentielles ont toujours constitué un moment revigorant du jeu politique – la population, juste avant l'élection était davantage en demande de changement radical, et juste après l'élection se montrait plus tempérée, en attente probablement des effets des nouvelles politiques mises en place. Le dernier quinquennat rompt avec cette logique. L'élection de François Hollande n'a pas connu l'effet pacificateur attendu, elle a été marquée, au contraire, par une consolidation de la demande de changements radicaux qui, depuis 2015, surpasse la tendance réformiste. Et finalement l'envie de tout changer **n'a jamais été aussi haute** en période de campagne présidentielle.

Proportion de personnes souhaitant un changement radical de société plutôt qu'une transformation progressive par les réformes (en %)

Champ : Ensemble de la population



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

5. Le vote plutôt que la rue – adhésion à l'idée du vote « négatif »

La posture distante de nos concitoyens à l'égard de la politique ne signifie **pas mécaniquement l'apathie politique ou le désengagement électoral**. Force est de constater que **les Français adhèrent à l'idée du vote** qu'ils considèrent comme moyen le plus probant et le plus efficace pour redistribuer les cartes et changer la donne.

En 2017, 78% de nos concitoyens indiquent avoir voté aux élections au cours des dernières années (stable par rapport à 2016). En outre, **à choisir entre différentes formes de participation à la vie publique, quatre Français sur dix (40%) citent le vote lors d'une élection comme moyen le plus probant**, 15% évoquent un engagement bénévole au sein d'une association et 6% préconisent une participation informelle sur internet (donner son avis, participer aux forums et blogs etc.). Les Français refusant toute participation citoyenne s'élève à 21%.

Parmi les différentes formes suivantes de participation à la vie publique, laquelle vous semble la plus efficace pour contribuer à ce que les choses bougent ?

Champ : Ensemble de la population



**Voter à une
élection 40%**



**Donner du temps
bénévolement dans
un groupe, une
association 15%**



**Participer à une
concertation
publique 6%**



**Exprimer votre
opinion sur
Internet 6%**

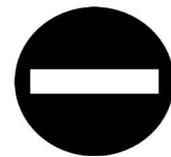


**Participer à une
manifestation 4%**



**Participer à
une grève 3%**

**Une autre forme de
participation 4%**



**Aucune
21%**

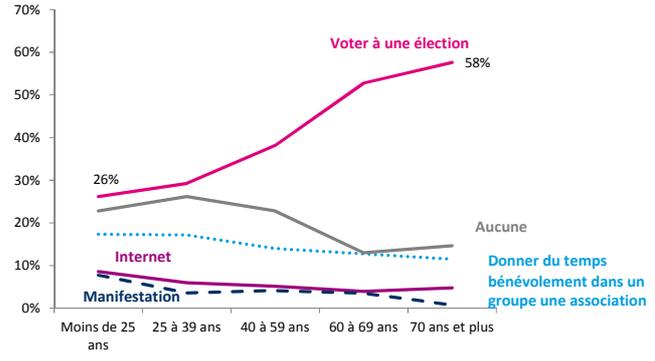
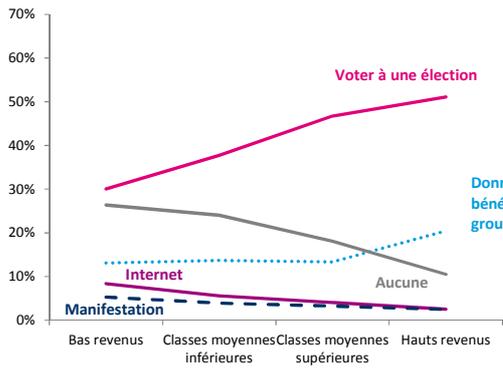
Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Comment lire ce hiatus entre méfiance envers le monde politique et tropisme pour le vote ? Pour décrire cette nouvelle réalité les sciences politiques ont développé le concept du « **vote négatif** »²⁴, logique qui s'est appliquée au vote pour le Brexit ou à l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, ou plus récemment sur le territoire français dans le cadre des primaires organisées par différents partis, où les candidats retenus n'ont pas été les personnalités les plus familières de la scène médiatique. A chaque fois l'envie de **changement « radical » s'est exprimée par les urnes.**

Il faut également y voir un des effets de l'évolution sociologique de la population française, et notamment de son vieillissement. En effet, ce sont principalement les plus âgés qui plébiscitent le vote comme manière d'agir. Les **jeunes (et de manière parfois corrélée les bas revenus)** sont plus en distance par rapport au vote et plus généralement aux différentes formes de participation quelles qu'elles soient. Les bas revenus évoquent un peu plus souvent que les autres la nouvelle tribune que leur offre internet (8% contre 3% des hauts revenus), et les jeunes les manifestations (8% contre 1% des 70 et plus) ou l'engagement bénévole (17% contre 12% des plus âgés). Mais une part importante d'entre eux (26% des bas revenus et 23% des jeunes) est défaitiste quant à la possibilité de faire « bouger les choses ».

²⁴ Voir par exemple Michael KANG, « Voting as veto », Michigan Law Review, vol. 108, no 7 (2010).

Le vote surtout plébiscité par les plus âgés et les hauts revenus

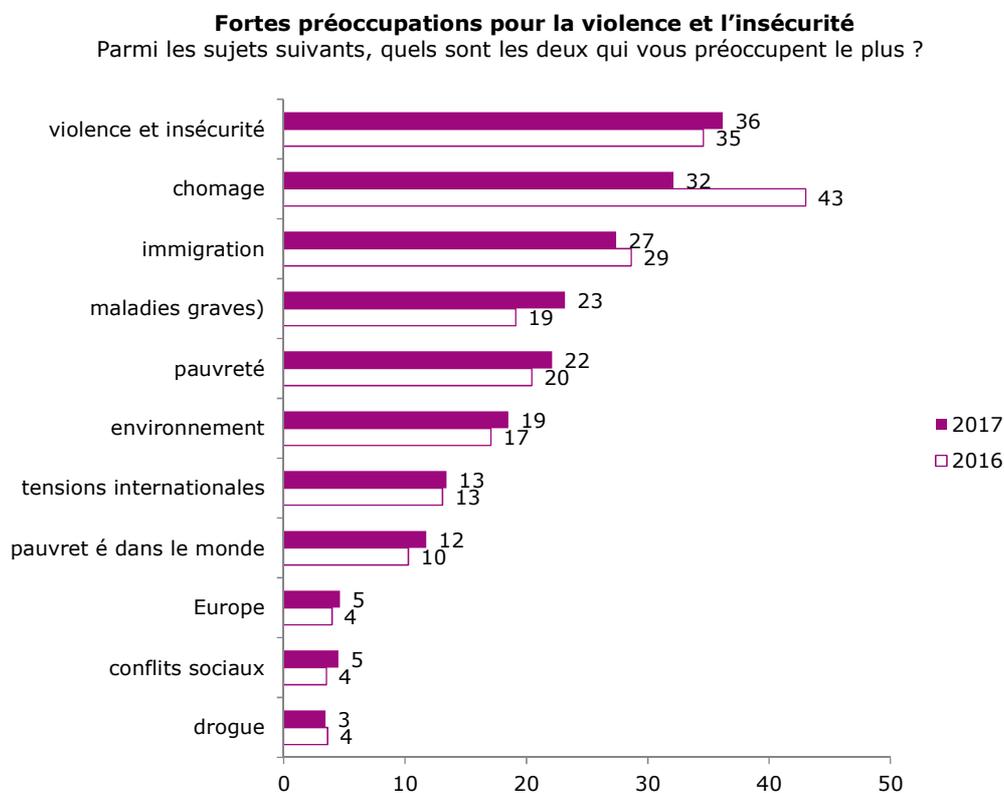


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

V. Fébrilité des liens sociaux

1. Un climat marqué par l'état d'urgence

Mis en place au soir du 13 novembre 2016, suite aux différents attentats ayant frappé Paris (Bataclan, terrasses de cafés parisiennes, abords du stade de France), l'état d'urgence a depuis été prorogé et est toujours en vigueur. Les **attentats** survenus à plusieurs reprises sur le territoire français en 2015 et 2016 en région parisienne, à Nice, Magnanville, Saint Etienne du Rouvray, et ceux régulièrement déjoués sont très présents dans les esprits. Les **préoccupations face à la violence et l'insécurité** arrivent aujourd'hui en tête des préoccupations de nos concitoyens, devançant l'inquiétude pour l'emploi. Le seul précédent au cours des trente dernières années était l'année 2001 où se conjugaient le choc du 11 septembre et un climat présidentiel très tourné vers les questions d'insécurité au quotidien. Les Français sont moins inquiets qu'à l'époque, puisque le niveau de préoccupations sécuritaires culminait à près d'une personne sur deux (48% exactement), mais leur état d'esprit témoigne toutefois d'une certaine **fébrilité**.



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

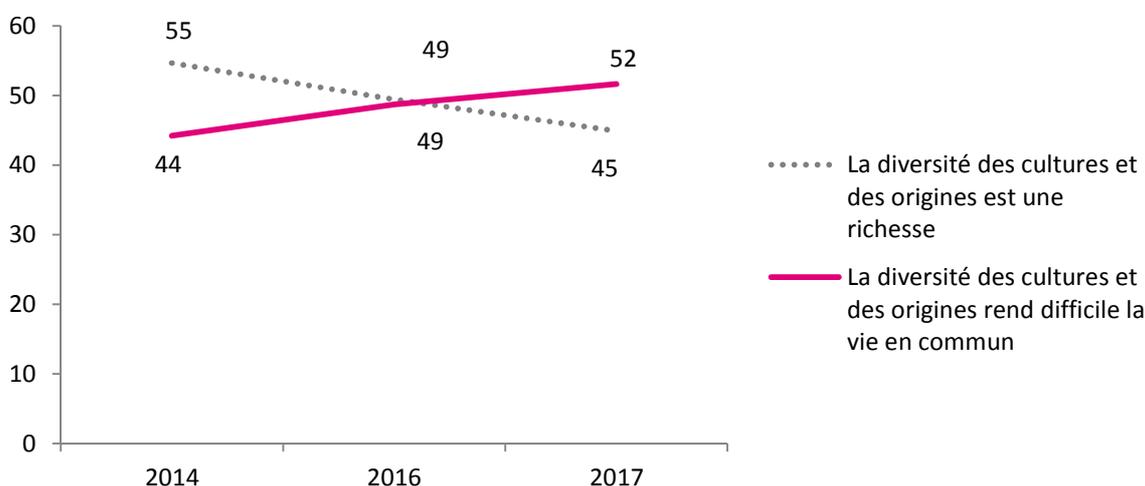
2. La diversité perçue comme une difficulté

Le **délitement de la cohésion sociale** est de longue date une source d'inquiétude majeure pour les Français qui, à intervalles réguliers, dépeignent une société peu unie (Conditions de vie et Aspirations 2011 à 2014) et minée par des tensions entre riches et pauvres, entre « groupes ethniques » « religieux » ou « culturels » selon les notions convoquées dans les enquêtes. 50% des Français sont ainsi convaincus de l'existence « **d'importantes tensions entre les groupes ethniques différents** » (Eurofound EQLS 2012), après les

Tchèques (68%) et les Hongrois (60%) et loin devant les Anglais (40%), les Italiens (38%) ou les Allemands (29%) par exemple. Les travaux de la Commission européenne indiquent des résultats convergents : 54% des Français considèrent en 2013 que « les rapports entre les personnes d’origines culturelles ou religieuses différentes ou de nationalités différentes » sont mauvais, contre 41% en moyenne en Europe. France Stratégie²⁵ montre aussi qu’en 2014, et avant les différents attentats, 45% des Français se projetaient à l’horizon 2025, dans une France où la majorité des groupes qui composent la France vivraient « séparés » (plutôt que « ensemble ») et 72% imaginaient une France où ces groupes seraient tiraillés par « des tensions » (plutôt que des groupes vivant en bonne entente).

Les **attentats** survenus à plusieurs reprises sur le territoire français sont venus **renforcer un regard déjà négatif** sur l’immigration et la diversité. 52% voient dans la diversité des cultures et des origines une difficulté pour le vivre ensemble plutôt qu’une richesse. C’est 8 points de plus par rapport à 2015, date à laquelle cet indicateur a été introduit dans l’enquête Conditions de vie et aspirations. Cette forte hausse renverse la balance, avec, pour la première fois, **une majorité de Français inquiets** vis-à-vis de la diversité culturelle.

L’opinion selon laquelle la diversité des cultures rend difficile la vie en commun devient majoritaire
« Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ? » (en %)

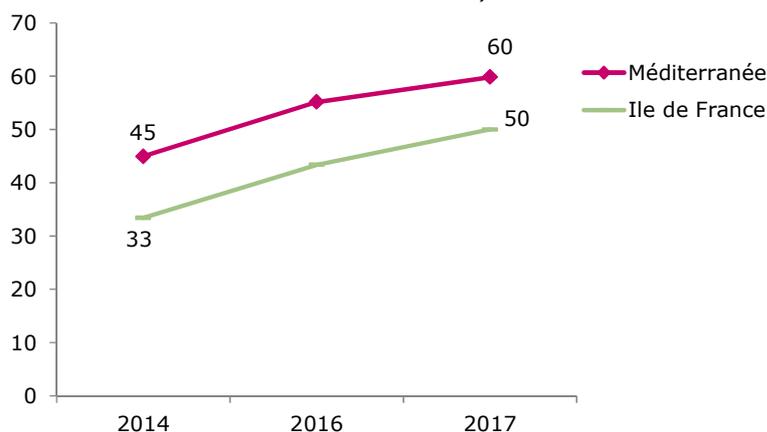


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

La progression est particulièrement nette dans **deux territoires** (Ile de France et Méditerranée) ayant été directement touchés par les événements tragiques des deux dernières années.

²⁵ Delphine Chauffaut, 2014, « Les enseignements du débat citoyen : inquiétude, mais attentes à l’égard des réformes », Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, Février

Les inquiétudes par rapport à la diversité augmentent notamment dans deux territoires (en %)
% voit la diversité des cultures et des origines comme une difficulté pour vivre ensemble (plutôt que comme une richesse)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

L'actualité de l'année 2016 a également été marquée par une **crise migratoire**, focalisant l'attention sur les réfugiés : des milliers de morts et disparus en Méditerranée (20% de plus par rapport à 2015), la signature de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie (mars 2016) ; le démantèlement de la « jungle » de Calais (octobre 2016) ; l'ouverture du premier camp de réfugié à Paris (novembre 2016)... Après les premières réactions d'empathie, la crise des migrants n'a pas déclenché d'élan général de solidarité, et l'opinion semble davantage dominée par la peur de l'étranger que par une volonté d'accueil. Près de six Français sur dix (57%) déclarent toujours être ainsi **pour le départ d'un grand nombre d'immigrés** plutôt qu'en faveur de leur intégration. Un chiffre stable par rapport à l'an dernier. L'immigration reste, en 2017, **l'une des principales sources de préoccupation des Français** (27% citent l'immigration en première ou en seconde position de leurs principales préoccupations), au troisième rang derrière la violence et l'insécurité (36%) et le chômage (32%).

Le contexte terroriste semble avoir davantage marqué les esprits. Les personnes se disant « marquées » par les attentats ayant eu lieu en France ces deux dernières années, et en particulier celles ayant été touchées par la tuerie de la promenade des Anglais à **Nice** sont plus enclines à se dire préoccupées par l'immigration et la diversité des cultures et des origines.

Un regard négatif sur l'immigration et la diversité renforcé par le contexte terroriste

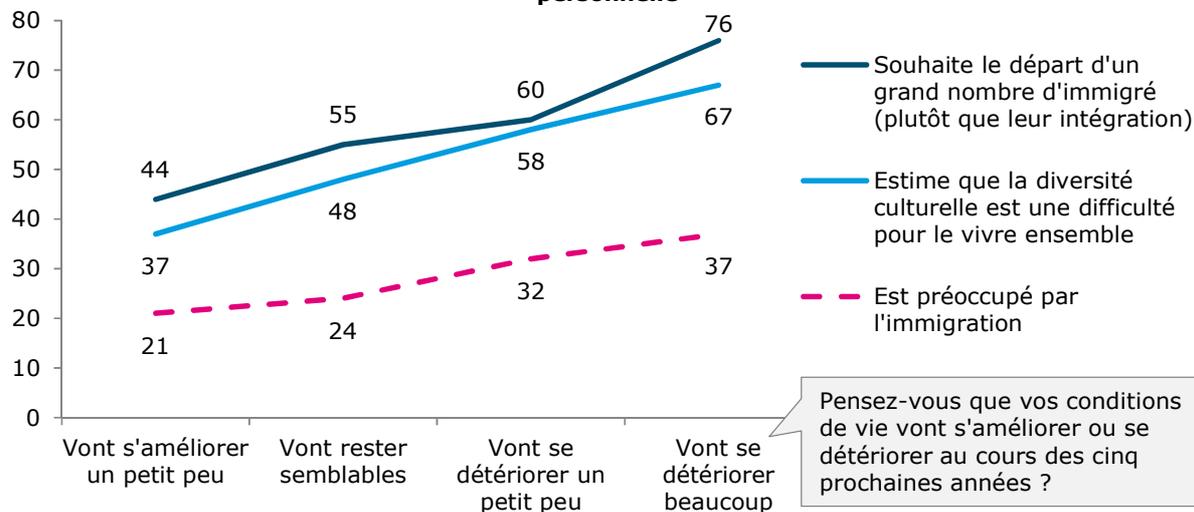
	La diversité des cultures rend difficile la vie en commun	Préoccupation principale : immigration	Souhaite le départ d'un grand nombre d'immigrés
Se dit marqué par l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice	56	31	63
Se dit marqué par les attentats du 13 novembre 2015 en France	52	30	58
Se dit marqué par les attentats de janvier 2015 en France	50	28	57
Se dit marqué par les attentats du 11 septembre 2001	44	24	49
Ne se dit marqué par aucun attentat/ refus de répondre	49	18	55
Ensemble des Français	52	27	57

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

Lecture : 63% des personnes marquées par l'attentat de Nice souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés, un taux très largement supérieur à celui observé chez les personnes qui ne se disent pas marquées par des attentats.

Les réticences vis-à-vis de l'immigration se nourrissent aussi d'une forme **de fragilité et d'inquiétude au niveau économique**. En particulier les plus pessimistes quant à l'évolution de leurs conditions de vie dans les cinq prochaines années se montrent très préoccupés par l'immigration et doutent de la capacité collective à vivre ensemble au-delà des différences culturelles.

Des Français d'autant plus préoccupés par l'immigration qu'ils sont pessimistes sur leur situation personnelle



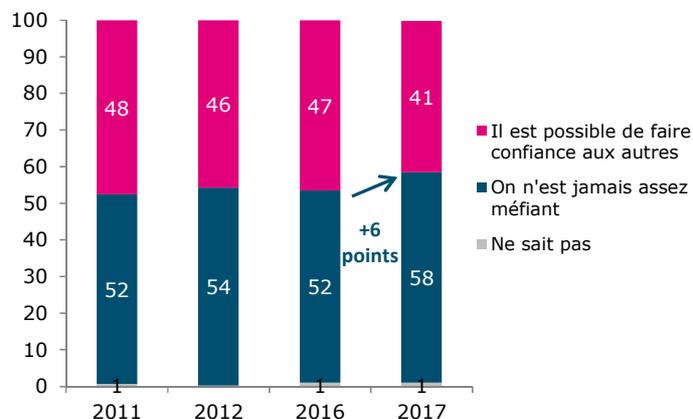
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations »

3. Les Français se montrent plus méfiants envers les autres

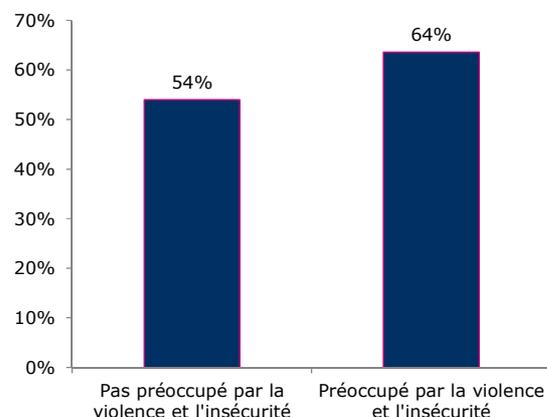
Au-delà du regard porté sur l'immigration, la menace terroriste qui pèse sur la France depuis plusieurs années, diffuse un sentiment de **méfiance** vis-à-vis d'autrui. Cette année, 58% pensent qu'en règle générale, on n'est jamais assez méfiant envers les autres (+6 points), et « seulement » 41% qu'il est possible de leur faire confiance. Le taux de défiance en autrui culmine à 64% chez les individus inquiets des questions sécuritaires.

Une hausse de la méfiance en autrui

« Et en règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ? » (en %)



Une méfiance en autrui portée par les préoccupations sécuritaires



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Rappelons qu'au lendemain des attentats perpétrés en 2015 à Paris et à Saint-Denis, la confiance en autrui n'avait pas été altérée : les Français exprimaient avant tout une soif de vie, alors lue au travers de l'importance grandissante accordée à la vie sociale et par le renforcement de leur désir de liberté individuelle²⁶. **La répétition des attaques, leur caractère très divers** instille probablement l'idée qu'il est difficile de savoir réellement à qui l'on a affaire.

4. Le smartphone ou la peur de « ne pas en être »

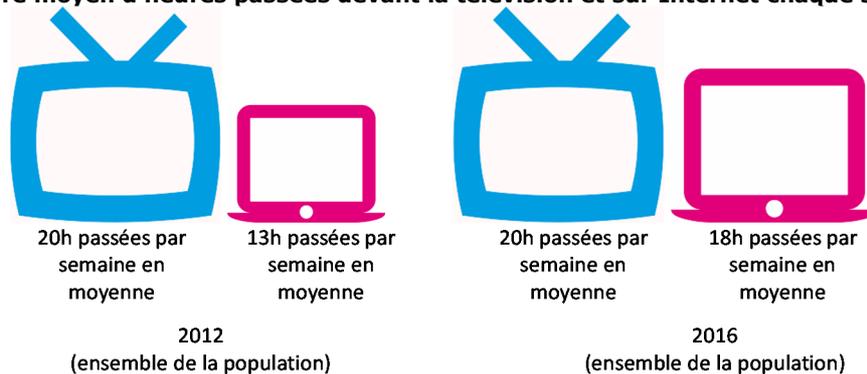
Au-delà du contexte sécuritaire, les liens sociaux évoluent très rapidement avec la diffusion très rapide des *smartphones* tactiles au cours des cinq dernières années. En 2011, les possesseurs de *smartphones* étaient encore largement minoritaires (17% de la population). En 2016, **65% des Français de 12 ans et plus possèdent un smartphone**²⁷. Dans certaines tranches d'âge, la quasi-totalité de la population est équipée : **95% chez les 18-24 ans ; 87% chez les 25-39 ans.**

Cette progression s'accompagne d'un **accroissement notable du temps passé sur Internet** : de 13h par semaine en 2012, on est passé en 2016 à 18h par semaine. Internet occupe aujourd'hui **presque autant de temps que la télévision** dans la vie quotidienne des Français (20h par semaine en moyenne, un chiffre stable depuis 2012).

²⁶ Lucie Brice, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Franck Lehuède, 2016, « 2016 A Paris comme ailleurs : *Fluctuat nec mergitur* », note de conjoncture sociétale du CRÉDOC, document confidentiel, avril.

²⁷ CROUTTE Patricia, LAUTIE Sophie, *Le baromètre 2016 du numérique*, CREDOC, novembre 2016

Nombre moyen d'heures passées devant la télévision et sur Internet chaque semaine



Champ : ensemble de la population de 12 ans et plus
Source : Crédoc, enquêtes conditions de vie et aspirations

Une forme de **culpabilité** se développe chez certains en lien avec ce temps consacré à Internet : **31% des Français estiment qu'ils passent trop de temps sur la toile** (+7 points par rapport à 2012).

L'intensification de l'utilisation d'Internet concerne tous les usages : achats en ligne (60% des Français), présence sur les réseaux sociaux (56% de la population), téléchargement ou écoute de musique (55%)...

D'après une étude menée en 2014 au Royaume-Uni, les utilisateurs de smartphones **utilisent plus de 200 fois par jour** leur téléphone, pour des tâches variées.²⁸ L'utilisateur moyen consulte son téléphone dès le réveil, avant même de se lever, pour lire les prévisions météo, consulter ses e-mails ou les réseaux sociaux...

Ces usages peuvent évoluer vers une forme **d'addiction**, surtout chez les jeunes. Aujourd'hui, l'utilisation d'Internet dans la vie quotidienne est devenue indispensable pour une majorité de la population : **50% de nos concitoyens déclarent en juin 2016 ne pas pouvoir passer plus de 3 jours sans Internet** sans que cela leur manque (+ 9 points par rapport à 2011).²⁹

Une situation bien souvent subie par les utilisateurs : en septembre 2016, 36% des utilisateurs de smartphones s'estiment « dépendants » de leur appareil³⁰. Cette proportion atteint 65% chez les moins de 35 ans. Les spécialistes de l'addiction parlent de « nomophobie » pour décrire la peur de se séparer de son téléphone. Selon le sociologue Francis Jauréguiberry, qui a coordonné une étude sur les pratiques de déconnexion de certaines populations³¹, la peur de se séparer de son mobile relèverait davantage de la crainte de manquer quelque-chose, désignée par les anglo-saxons par l'acronyme « **FOMO (Fear of Missing Out)** » que d'un phénomène d'addiction. En coupant son téléphone, on renonce à la possibilité d'être surpris par un appel, un SMS, une information qui pourrait changer le cours de la journée, la rendre « plus intéressante ». De fait, **un quart des Français déclarent « se sentir coupable » ou « avoir peur de rater quelque chose »** lorsqu'ils coupent leur portable.

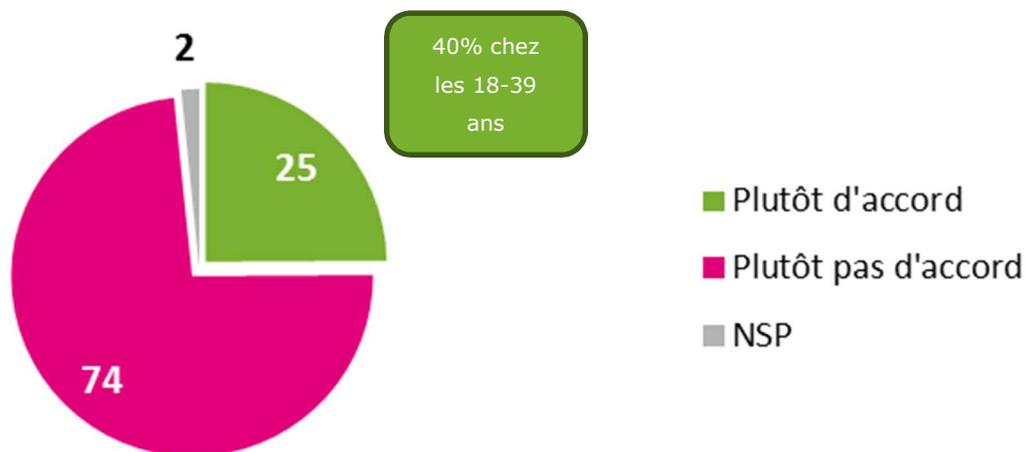
²⁸ Sondage Tecmark, auprès de 2000 utilisateurs de smartphones ; *Tecmark survey finds average user picks up their smartphone 221 times a day* <http://www.tecmark.co.uk/smartphone-usage-data-uk-2014/>

²⁹ CROUTTE Patricia, LAUTIE Sophie, *Le baromètre 2016 du numérique*, CREDOC, novembre 2016

³⁰ Sondage BVA – Psychologies magazine, septembre 2016 - http://www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/1895/fichier_orange_dsf_-_sondage_sur_lattention_-_juin_16_-_rapport_public2b523.pdf

³¹ JAUREGUIBERRY, Francis ; *Déconnexion volontaire aux technologies de l'information et de la communication*, 2013 <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00925309/document>

Le développement des réseaux sociaux et des smartphones permet à chacun d'être en permanence connecté à l'actualité, à ses amis, à son travail ... Vous personnellement, au sujet des nouvelles technologies de l'information... diriez-vous que vous vous sentez coupable ou vous avez peur de rater quelque chose lorsque vous coupez votre portable ?



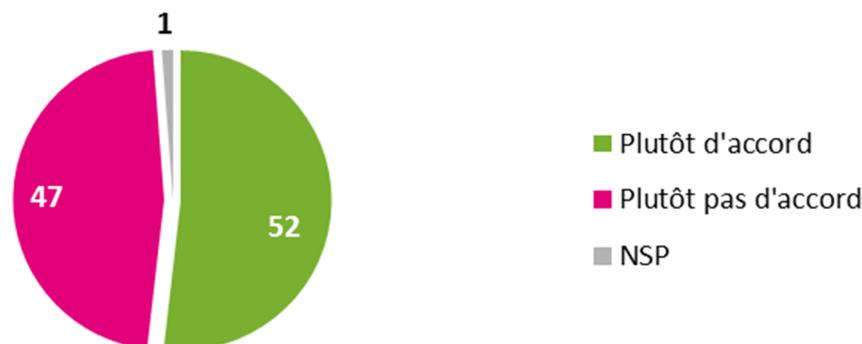
Champ : ensemble de la population de 18 ans et plus
Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations janvier 2017

Ce phénomène est particulièrement marqué chez les jeunes : **40% des 18-39 ans** éprouvent ce sentiment de culpabilité ou la peur de manquer quelque chose. Un renversement de la norme semble à l'œuvre : si quelques années auparavant, on se sentait coupable de consulter son téléphone en présence d'un tiers, au restaurant, lors de réunions entre amis ou au cours d'une réunion professionnelle, c'est aujourd'hui l'attitude inverse qui engendre de la culpabilité.

5. Une dépendance qui crée du stress et de la fatigue

Une majorité de Français (52%) estime que la connexion permanente accentue le stress et la fatigue. Chez les moins de 40 ans, ce taux atteint même **60%**. Les habitants des villes moyennes (20 000 à 100 000 habitants) sont les plus touchés par le stress lié à la connexion : 59%, soit 7 points de plus que dans l'ensemble de la population.

Vous personnellement, diriez-vous qu'être connecté tout le temps accentue le stress et la fatigue dans votre vie quotidienne ?



Champ : ensemble de la population de 18 ans et plus

Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations janvier 2017

Alors que les pratiques sont de plus en plus intenses, **le besoin de se déconnecter semble se diffuser** et fait l'objet d'initiatives. En témoigne la multiplication des offres autour de la déconnexion : séjours de « détox digitale »³², journée **internationale** sans portable lancée par l'association *Reboot*, cafés faisant leur promotion sur l'absence de wifi ou proposant à leurs clients de déposer leur téléphone dans un casier au début de la soirée³³...

Au-delà du stress et de la fatigue, des études pointent les conséquences de la présence permanente du téléphone mobile, et du « multi-tasking » sur **la relation entre les parents et leurs jeunes enfants** et le développement des prochaines générations.

Des experts du développement infantile craignent que **les enfants se sentent en compétition avec les smartphones** pour obtenir l'attention de leurs parents³⁴. L'utilisation de smartphones, en privant les enfants de la disponibilité complète de leurs parents, pourrait de plus **entraver l'acquisition de compétences sociales**. Une étude anglaise menée auprès d'enseignants estime qu'un tiers des enfants de quatre ans seraient mal préparés à l'entrée à l'école maternelle : ils rencontreraient notamment des difficultés à entretenir une conversation³⁵.

Les parents concentrés sur leurs smartphones seraient enfin **moins attentifs** lorsqu'il s'agit de surveiller leurs enfants, qui seraient plus souvent victimes d'accidents domestiques : la consultation du téléphone portable serait impliquée dans 10% des accidents des jeunes enfants³⁶. Les accidents concernant de jeunes enfants auraient d'ailleurs augmenté de 10% depuis 10 ans, alors qu'ils étaient en diminution constante depuis plusieurs années. Une date qui coïncide avec l'apparition des premiers smartphones. Les parents qui surveillent leurs enfants tout en utilisant leur téléphone seraient enfin plus susceptibles de répondre durement aux enfants lorsque ceux-ci les sollicitent³⁷.

³² Sélection de voyages Digital Detox chez Voyageurs du Monde, Cure digital detox au Spa Vichy Célestins, Offre digital detox à l'hôtel Westin Paris Vendôme, etc.

³³ Casiers « Amstel Safe », sponsorisés par la marque de bière Amstel

³⁴ STEINER-ADAIR Catherine, BAKER Teresa, *The Big Disconnect : Protecting childhood and family relationships in the digital age*, Harper, 2013

³⁵ FARMER Ben, Parents' smartphones harming children ability to hold conversation, say teachers, The Telegraph, Mai 2016
<http://www.telegraph.co.uk/education/2016/05/09/parents-smartphones-harming-childrens-ability-to-hold-conversation/>

³⁶ Source : Centers for Disease Control and Prevention

³⁷ Jenny S. Radesky, Caroline J. Kistin, Barry Zuckerman, Katie Nitzberg, Jamie Gross, Margot Kaplan-Sanoff, Marilyn Augustyn, Michael Silverstei, *Patterns of Mobile Device Use by Caregivers and Children During Meals in Fast Food Restaurants*, Pediatrics, Mars 2014
<http://pediatrics.aappublications.org/content/early/2014/03/05/peds.2013-3703>

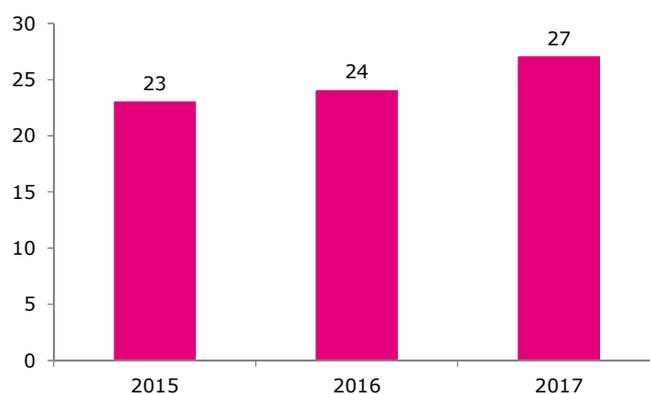
6. Une aspiration à davantage de lien social

L'enquête interroge chaque année les Français sur l'importance qu'ils accordent à différents domaines de vie (le travail, la famille, les amis, etc. Cette année, on constate une hausse de la part de répondants qui considèrent comme très importante la cohésion sociale (27% attribuent les notes 6 ou 7 sur une échelle allant de 1 à 7, soit 4 points de plus par rapport à 2015). Rappelons que lorsqu'ils entendent les mots de cohésion sociale, les Français pensent avant tout aux **relations entre citoyens**³⁸ (42% des citations).

Le désir d'être connecté en permanence au monde et à autrui via son smartphone peut peut-être également se lire comme une impérieuse **envie** de lien social. Dans un monde où les grands messes médiatiques ont tendance à se raréfier, se connecter, savoir « ce qui se passe » c'est aussi un moyen de pouvoir en parler avec autrui, avoir des points de liaison avec les autres. La quête de lien social est probablement d'autant plus importante que ce qui fait lien et unit les citoyens les uns aux autres pose question dans un contexte marqué par le terrorisme, la méfiance et la peur de tensions avivées entre les groupes sociaux. L'incertitude liée au bouleversement des structures institutionnelles et au **renouvellement sociétal** amplifie aussi une forme de fébrilité dans le rapport aux autres.

Une importance grandissante de la cohésion sociale

« Pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous accordez à la cohésion sociale ? 1 signifie pas du tout important, 7 signifie très important, les notes intermédiaires vous permettent de nuancer »
(en %)- % de notes 6 et 7



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

VI. Cartographie de l'opinion

Cette partie propose un « **Espace Général des Opinions des Français** », synthétisant de nombreuses dimensions abordées dans l'enquête Conditions de vie et Aspirations. Cette analyse s'appuie sur des variables qui correspondent à des **perceptions et des opinions** émises par les personnes interrogées sur leurs conditions de vie **personnelles** (santé, cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son niveau de vie ou de son budget...) et à des jugements plus **généraux** portés sur des grands sujets de société comme la justice, la famille, l'environnement, le mariage, l'immigration ou le chômage.

Au total 23 questions sont les variables actives d'une analyse des correspondances multiples sur les 6 070 individus interrogés online en 2016 et en 2017, et dont le premier plan factoriel constitue l'*Espace Général des Opinions des Français*. Cet espace permet de déterminer **les grands thèmes** qui structurent l'opinion publique

³⁸ Sandra Hoibian, La peur du chacun pour soi, Baromètre de la cohésion sociale, Collection des rapports du CREDOC n°282, 2012

et également, de visualiser la façon dont **les différents groupes sociodémographiques** se positionnent cette année.

Liste des 23 variables actives de l'analyse

1. EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE PERSONNEL AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES.
2. EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES.
3. EVOLUTION ATTENDUE DE SES CONDITIONS DE VIE DANS LES CINQ PROCHAINES ANNEES.
4. SENTIMENT DE DEVOIR S'IMPOSER DES RESTRICTIONS SUR CERTAINS POSTES DE SON BUDGET.
5. OPINION SUR SON CADRE DE VIE QUOTIDIEN.
6. OPINION SUR LES DEPENSES DE LOGEMENT (ARRIVE A Y FAIRE FACE OU PAS).
7. SATISFACTION VIS-A-VIS DE SON ETAT DE SANTE PERSONNEL.
8. SOUFFRANCE DE SYMPTOMES OU MAUX DE SOCIETE (INDICATEUR SYNTHETIQUE DU NOMBRE DE MAUX DONT ON SOUFFRE, PARMI LES SUIVANTS : MAUX DE TETE, MAL DE DOS, NERVOSITE, ETAT DEPRESSIF, INSOMNIES).
9. ACCORD AVEC L'IDEE : "LA FAMILLE EST LE SEUL ENDROIT OU L'ON SE SENTE BIEN ET DETENDU".
10. OPINION SUR LE TRAVAIL DES FEMMES.
11. OPINION SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIETE (REFORMES RADICALES OU NON).
12. OPINION SUR LA JUSTICE
13. OPINION SUR L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS.
14. SENTIMENT DE SECURITE DANS LA VIE QUOTIDIENNE.
15. OPINION SUR LE CHOIX DU NUCLEAIRE POUR PRODUIRE L'ÉLECTRICITE EN FRANCE.
16. ACCORD AVEC LE PAIEMENT DE DAVANTAGE DE TAXES CONSACREES A L'ENVIRONNEMENT.
17. OPINION SUR LA RAISON PRINCIPALE POUR LAQUELLE CERTAINES PERSONNES VIVENT DANS LA PAUVRETE (PAS DE CHANCE VS PAS D'EFFORT).
18. OPINION SUR LE FAIT QUE S'ILS LE VOULAIENT VRAIMENT, BEAUCOUP DE CHOMEURS POURRAIENT RETROUVER UN EMPLOI.
19. OPINION SUR LA DIVERSITE DES CULTURES (C'EST PLUTOT UNE RICHESSE VS ÇA REND DIFFICILE LA VIE EN COMMUN).
20. OPINION SUR LES IMMIGRES QUI VIVENT ACTUELLEMENT EN FRANCE (SOUHAITE LEUR INTEGRATION VS SOUHAITE LE DEPART D'UN GRAND NOMBRE D'ENTRE EUX).
21. OPINION SUR LE MARIAGE PAR DES COUPLES DE MEME SEXE.
22. OPINION SUR L'ADOPTION PAR DES COUPLES DE MEME SEXE.
23. CONFIANCE DANS LES COMMENTAIRES, NOTES ET AVIS LAISSES SUR INTERNET.

1. La construction de l'Espace général des Opinions

A partir des variables actives décrites ci-dessus, a été construit « l'Espace Général des Opinions des Français », c'est-à-dire le premier plan factoriel de l'ACM. Les deux premiers axes factoriels expliquent 15% de l'inertie totale et délimitent quatre zones d'opinions très marquées (Graphique A1). Cet espace n'évoluant que marginalement entre 2016 et 2017, les commentaires portent sur l'espace cumulé des deux années.

Le premier axe : satisfaction /insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, à droite, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, à gauche, témoignent d'une satisfaction générale. Les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, sentiment de sécurité, évolution de ses conditions de vie), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales, sur l'évolution du nombre de chômeurs...) sont corrélés entre eux. **Il existe une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait**, aussi bien de ses conditions de vie personnelles que de celles de l'ensemble des Français, de son état de santé que du fonctionnement de la société. Contribuent le plus à la formation du 1^{er} axe : l'opinion sur l'évolution de son niveau de vie personnel depuis dix ans, l'opinion sur ses conditions de vie dans cinq ans, sur l'évolution du niveau de l'ensemble des Français ou encore sur le fonctionnement de la justice.

A gauche de cette carte, se trouvent les individus "satisfaits" : on y pense que son niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français va mieux depuis dix ans et que les conditions de vie vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. On ressent moins le besoin de changer la société, on ne se plaint pas du fonctionnement de la justice, etc.

A droite du plan factoriel, la zone d'"insatisfaction", où les opinions sont plutôt négatives : on s'y plaint d'une dégradation de niveau de vie aussi bien personnel que de l'ensemble des Français, on se restreint budgétairement, on y anticipe une augmentation du nombre de chômeurs et une détérioration des conditions de vie futures. La critique à l'endroit du fonctionnement de la justice est ici insistante et on souhaite, plus fréquemment, imposer à la société française des changements via des réformes radicales.

Le deuxième axe : traditionalisme vs progressisme et empathie

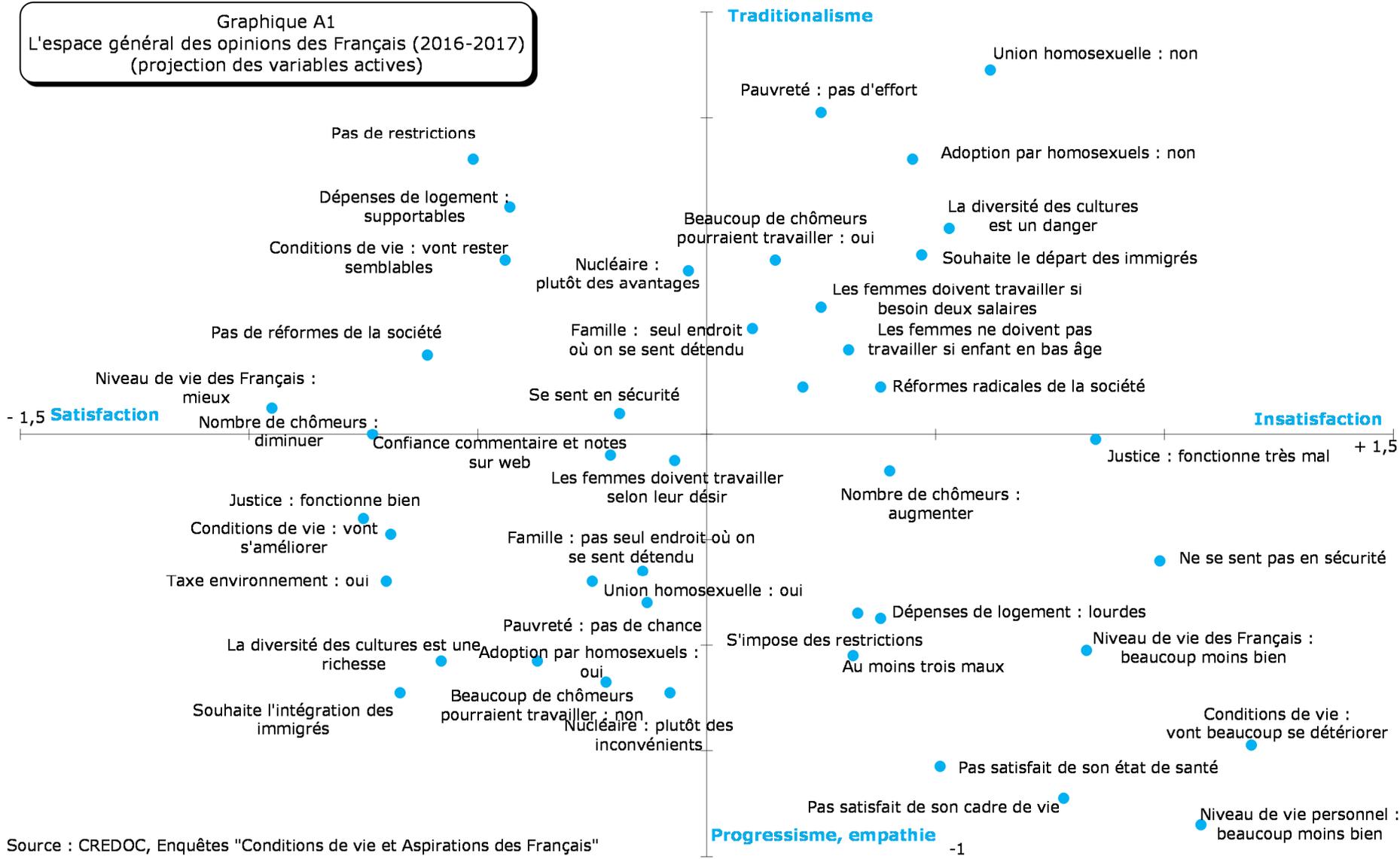
Le **deuxième axe** peut, quant à lui, se résumer à une opposition d'attitudes vis-à-vis de de différentes formes d'altérité (qu'il s'agisse de la diversité « culturelle et des origines », sociale via un regard plus ou moins ouvert sur les plus démunis, ou de mœurs au travers de l'opposition ou de l'adhésion au mariage et l'adoption des couples de même sexe). Il est, également, corrélé avec le fait de s'imposer ou pas des restrictions. Les variables qui contribuent le plus à la construction de cet axe concernent l'opinion sur l'adoption par des couples de même sexe ainsi que sur l'union par deux personnes de même sexe, l'opinion sur les causes de la pauvreté (pas de chance vs pas assez d'effort) et le sentiment de devoir, ou pas, s'imposer régulièrement des restrictions budgétaires.

En bas de la carte se projettent donc les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « **progressistes** » en matière de mœurs : ils sont favorables à l'union par des personnes de même sexe et à l'adoption par ces couples. On y fait preuve **d'empathie** à l'égard des chômeurs ou des travailleurs immigrés, dont on souhaite l'intégration dans le pays. On y loue la diversité des cultures, perçue comme une richesse pour le pays plutôt que comme une menace.

A l'inverse, dans le haut du graphique, on trouve les individus plus « **conservateurs** », plutôt réticents à l'union ou la possibilité d'adoption par des couples homosexuels, et qui portent un regard plus sévère sur les situations de pauvreté qu'ils attribuent à un manque d'effort, ainsi que sur les chômeurs, qui pourraient selon eux, s'ils le voulaient vraiment, retrouver un emploi. La diversité « des cultures et des origines » est vue comme une difficulté et le départ d'un grand nombre d'immigrés souhaité. Les opinions par rapport au travail des femmes sont moins clivantes, mais l'idée que les femmes représentent un salaire d'appoint, et qu'elles ne devraient pas travailler si elles ont des enfants en bas âge y est plus présente qu'ailleurs.

Notons que deux variables (sur l'immigration et la diversité des cultures) interviennent autant sur le 1^{er} que sur le 2^{ème} axe : l'accueil favorable réservé aux immigrés s'accompagne d'un fort niveau de satisfaction, alors que leur rejet est souvent synonyme d'insatisfaction quant à la situation économique et financière.

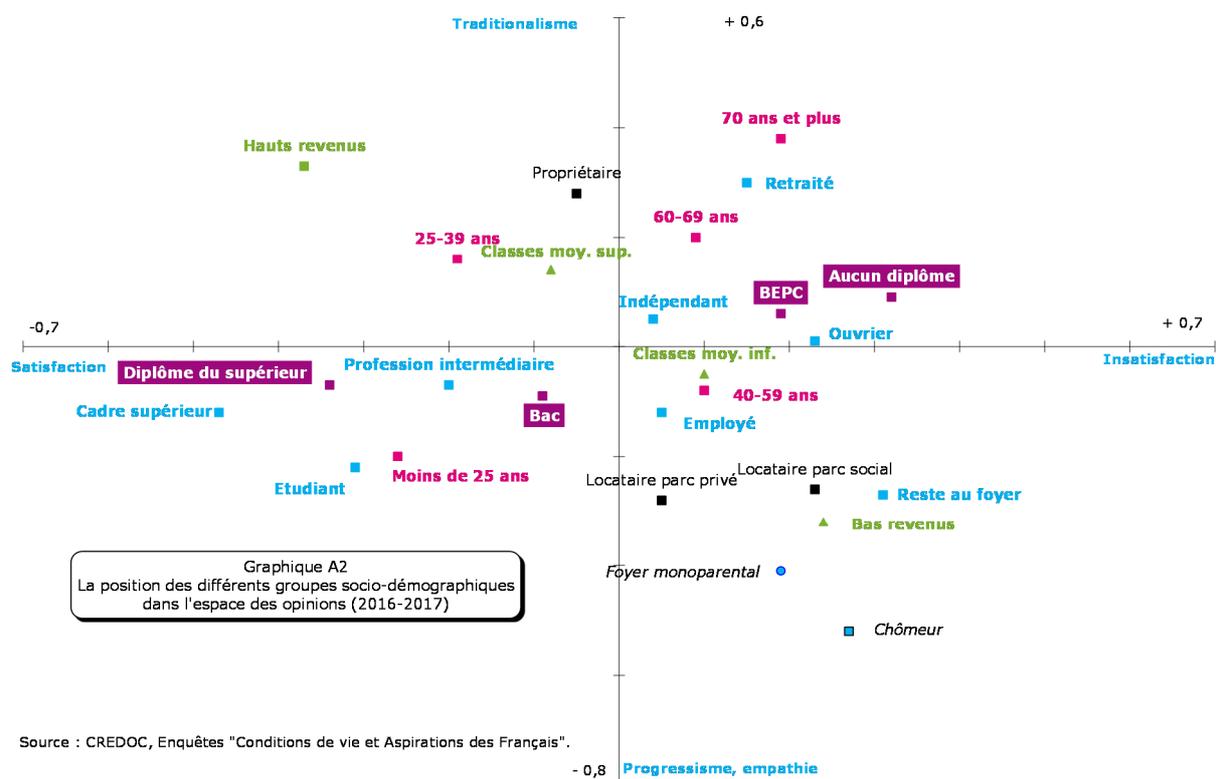
Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (2016-2017)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Globalement, le niveau de satisfaction / insatisfaction est lié au diplôme et niveau de vie; l'empathie et le modernisme plus à l'âge

Le premier axe oppose, de fait, les personnes ayant un fort capital culturel et économique aux individus plus fragiles et moins bien insérés, comme les personnes au foyer, les ouvriers, les chômeurs, les foyers monoparentaux et les bas revenus. Le niveau de diplôme et la PCS épousent parfaitement ce premier axe ; le second oppose, par exemple, les propriétaires plus âgés et plus conservateurs aux locataires. L'âge se projette à la fois selon le 1^{er} axe – seuls les moins de 40 ans ont plutôt foi dans l'avenir – et aussi selon le second : plus la personne est âgée et plus elle se projette dans le haut de la carte, témoignant de davantage de traditionalisme en matière de mœurs et de moins d'empathie vis-à-vis des minorités pauvres ou étrangères (Graphique A2).



2. En un an : certes, davantage de satisfaction, mais pas plus d'ouverture aux autres

Si l'on regarde comment évolue l'ensemble de la population en une année, on mesure une translation vers la gauche du plan (vers davantage de satisfaction économique) mais, aussi, une légère remontée vers le haut du plan, c'est-à-dire vers davantage de traditionalisme, de repli : en l'occurrence, ce repli est dû à la crispation des opinions sur les étrangers.

Cette évolution, moyenne, est partagée par de nombreux groupes, y compris les chômeurs ou les bas revenus, avec quelques rares exceptions. Par exemple, alors que la progression de la satisfaction est nette chez les plus jeunes ou les sexagénaires, elle est à peine perceptible chez les 70 ans qui, en revanche, se crispent et se ferment aux autres. On notera, notamment, que deux groupes échappent au mouvement général vers davantage de satisfaction : il s'agit des locataires du parc social et des agriculteurs et indépendants.

3. En 2017 : cinq groupes de Français, aux idées et positionnements bien tranchés

Plutôt que de raisonner sur les catégories sociales classiques (sexe, âge, diplôme, PCS, lieu de résidence ou situation par rapport à l'emploi, etc.), nous avons choisi de procéder à une classification ascendante hiérarchique à partir des coordonnées factorielles des individus dans l'espace des opinions. Afin de disposer d'une photographie la plus récente possible du moral et des valeurs défendues par la population, les seules données de 2017 ont ici été utilisées.

Cinq groupes apparaissent alors, aux positionnements et aux valeurs très différentes (Graphique A3), tandis qu'un sixième groupe (environ 4% de l'ensemble) rassemble des individus qui se réfugient dans les non réponses et échappent, de ce fait, à la classification.

LES SATISFAITS, OUVERTS AU MONDE (24% de la population) sont situés, dans l'espace des opinions, à gauche du plan et en-dessous de l'axe des abscisses, conformément à leurs prises de positions xénophiles (louant à 87% la diversité des cultures comme une richesse et prônant à 82% l'intégration des immigrés qui vivent en France plutôt que leur départ), en faveur du droit des homosexuels (93% sont favorables au mariage des couples de même sexe et 78% à l'adoption par ces mêmes couples) et en empathie avec les plus pauvres. Toutes ces prises de position ont lieu alors que le sentiment de sécurité dans la vie quotidienne est, ici, très fort (98%) et que l'absence de restrictions budgétaires est la norme (58%, + 18 points). Les diplômés du supérieur (46%, + 15 points), les hauts revenus (29%, + 11 points) et les hommes (55%, + 7 points) sont ici surreprésentés.

LES JEUNES BIEN INSERES (12% de la population) sont également situés à gauche du plan, dans la zone de satisfaction, et ils sont positionnés sur l'axe des abscisses. C'est l'optimisme économique qui les caractérise le mieux : 88% pensent que leur niveau de vie s'est amélioré (vs 22% en moyenne) et que leurs conditions de vie vont faire de même dans les années à venir (73%, vs 20% en moyenne). Très souvent heureux, satisfaits de leur état de santé, du fonctionnement de la justice ..., les membres de ce groupe sont 29% à ne pas souhaiter réformer la société (vs 13% en moyenne). Ils sont 75% à avoir foi dans les notes, commentaires et évaluations qu'on trouve sur internet (+ 21 points) et 42% se déclarent prêts à payer plus de taxe en faveur de l'environnement (deux fois plus que dans l'ensemble de la population). Jeunes (62% ont moins de 40 ans, contre 35% dans l'ensemble de la population), souvent actifs (71% sont en emploi contre 54% en moyenne), ils se sentent à l'aise dans leur cadre de vie et souhaitent, pour l'avenir, l'intégration d'un grand nombre des immigrés qui vivent en France (56%, + 16 points).

LES DECLASSES, EN ATTENTE DE REFORMES RADICALES (13% de la population) sont situés, dans l'espace des opinions, à l'exact opposé de ces deux premiers groupes, très à droite, dans la zone d'insatisfaction. 89% des individus s'imposent ici régulièrement des restrictions sur leur budget (+ 30 points) et les griefs concernant l'évolution du niveau de vie des Français et du niveau de vie personnel culminent à des hauteurs exceptionnelles (84%, soit respectivement + 58 et + 67 points par rapport à l'ensemble de la population). On se plaint aussi du fonctionnement de la justice (65%, + 40 points), de la sécurité (37%, + 24 points) ou encore du cadre de vie (29%, + 17 points). L'attente de réformes radicales culmine, dans ce groupe, à 72% (+ 25 points).

Dans ce groupe, on se montre moins favorable qu'en moyenne au mariage homosexuel (- 21 points) et à l'adoption par des personnes de même sexe (- 22 points) et on fait également preuve d'une extrême défiance à l'égard des étrangers : 84% réclament le départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France (+ 27 points) et 75% pensent que la diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en

commun (+ 23 points). Seul le champ social laisse poindre une forme d'empathie de leur part : plus précaires, les déclassés attendent des pouvoirs publics une meilleure prise en charge des plus démunis (+ 16 points).

Près d'une personne sur deux, dans ce groupe, fait partie des bas revenus (47% vs 29% dans l'ensemble de la population).

LES VICTIMES DE LA CRISE (20% de la population) : sont eux aussi dans une situation financière difficile mais celle-ci ne se traduit pas par un retrait social : accablé par les charges de logement (78%, +27 points), ce groupe affiche un taux de restriction budgétaire très élevé (87%, + 28 points) et peine à envisager une amélioration de la situation économique, que ce soit à l'échelle du pays ou à son propre niveau : 69% anticipent une augmentation du nombre de chômeurs (+20 points) et 54% une détérioration de leurs conditions de vie dans les années à venir (+ 22 points). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les pouvoirs publics soient accusés de « ne pas faire assez » pour les plus démunis (61%, + 13 points).

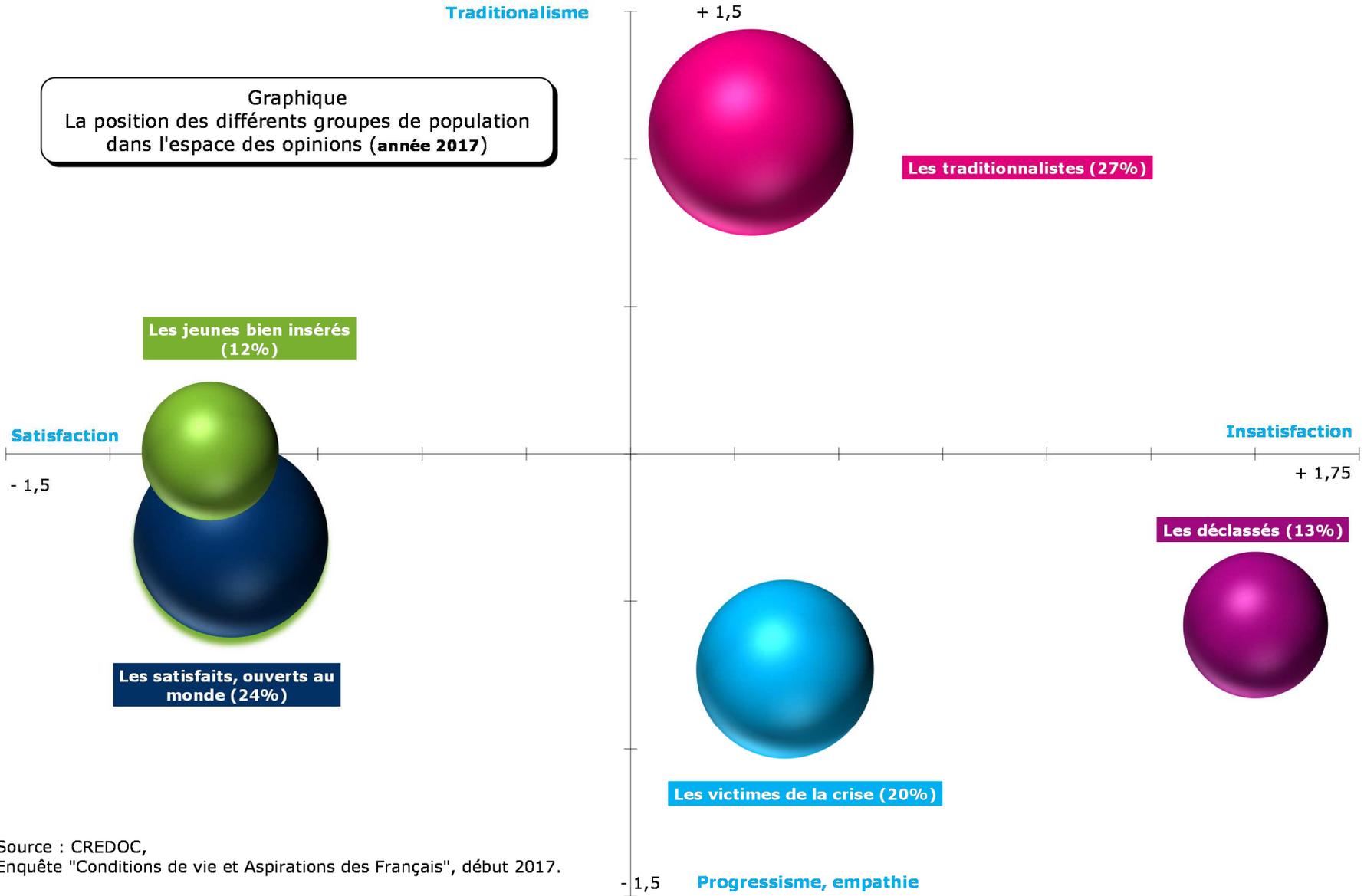
De manière corrélée, ce groupe met en avant de fortes préoccupations sanitaires, se plaignant de son état de santé (42% vs 19% en moyenne) et déclarant beaucoup plus souvent qu'en moyenne des affections psychosomatiques.

Ce groupe se démarque fortement par ses prises de position extrêmement favorables aux droits des couples de même sexe, que ce soit en faveur de l'union de tels couples (93%) ou de leur possibilité d'adopter un enfant (80%). D'un point de vue sociodémographique, est composé à 67% de femmes (+ 15 points) et, à 40%, de bas revenus (+ 11 points).

LES TRADITIONALISTES (27% de la population) se positionnent plutôt au milieu du plan factoriel, tout en haut de l'axe vertical. Ils se démarquent par leurs prises de position en matière de mœurs : 80% ne sont pas favorables à l'adoption par des couples de même sexe (+ 36 points par rapport à l'ensemble de la population) et 59% restent opposés à l'idée que deux personnes de même sexe puissent s'unir civilement à la mairie (+ 30 points). Leur attitude vis-à-vis des étrangers est également très spécifique : 82% d'entre eux voient dans la diversité des cultures un danger pour le pays (+ 30 points) et 87% s'expriment en faveur du départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France (+ 30 points). Ils témoignent, dans le même temps, d'une faible empathie envers les plus démunis, puisque 76% assurent que la plupart des chômeurs pourraient retrouver un emploi s'ils le voulaient vraiment (+ 19 points) et qu'une proportion identique pense que le RSA présente des risques de désincitation au travail (76%, + 20 points). Il s'agit d'un groupe plus âgé (41% sont retraités, + 15 points), où on recense 54% de propriétaires (+ 14 points).

Enfin, l'analyse laisse apparaître un dernier groupe, peu nombreux (5%), positionné au centre du plan et qui est rétif à tout rapprochement dans un des groupes évoqués ci-dessus, notamment parce que les non réponses y sont plus fréquentes qu'en moyenne : une fois sur cinq, par exemple, les revenus ne sont pas communiqués et plusieurs questions d'opinion n'ont pas reçu de réponse (sur l'immigration, la pauvreté, l'évolution du niveau de vie des Français, les préférences politiques...). Les individus jeunes et les étudiants sont ici surreprésentés.

Graphique
La position des différents groupes de population
dans l'espace des opinions (année 2017)



Source : CREDOC,
Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français", début 2017.

VII. L'utopie républicaine

Le portrait de nos concitoyens en ce début 2017 est relativement sombre : moindre résilience, distance voire rejet du monde médiatique et politique, fébrilité du rapport à autrui, insécurité ressentie. La reprise économique tant attendue après huit années de crise ne suffit pas à apaiser la population.

Dans un monde incertain, face à un système obsolète en voie d'épuisement, dans quelle(s) direction(s) nos concitoyens ont-ils envie d'aller ? A quelle société aspirent-ils ? Ont-ils encore des utopies ? Pour le savoir nous avons recueilli leurs réponses spontanées à la question suivante « *Pour vous, qu'est-ce que serait une société idéale ? Dites-moi tous les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit ?* »

Premier constat, peu (19%) restent réellement sans voix face à une telle question. Nos compatriotes ont donc une vision relativement claire de ce que pourrait être **une société idéale**.

La lecture du nuage de mots des réponses données est frappante. Se dégagent très clairement les trois volants de la **devise républicaine française**, avec une prime très nette à la notion **d'égalité** citée par un quart de la population, et de fraternité, parfois également convoquée avec la mention « solidarité » qui rassemble 22% des individus. 12% citent la liberté.

Pour vous, qu'est-ce que serait une société idéale ?
Dites-moi tous les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit ?
(Question ouverte – Plusieurs réponses possibles)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

D'autres idées sont porteuses de sens. En miroir aux fortes craintes sécuritaires, le fait de vivre en **paix**, sans guerre, dans un environnement serein est cité par 15%. Si les inquiétudes par rapport au chômage diminuent, la possibilité que chacun puisse avoir un **travail** et en vivre reste un horizon désirable pour 13%. Le travail

rappelons-le est une valeur très importante pour nos concitoyens, et un support fort d'identité³⁹. La valeur du **respect** (de l'homme, d'autrui) est évoquée par 12%. En miroir de la montée de la défiance, 11% aspirent à une société davantage dominée par la **confiance**, la bienveillance. Le **bonheur** est érigé en but par 10%.

D'autres valeurs sont portées par de plus petites franges de la population : la tolérance (7%), la sécurité (8%), la possibilité pour tous d'avoir des moyens de subsistance (7%), une société où le coût de la vie serait plus acceptable (8%), le respect de l'environnement (6%), une société juste (5%), l'honnêteté des dirigeants (5%) etc....

Au-delà de l'attachement au modèle républicain, **la place centrale de l'égalité et la solidarité** dans les réponses semble renvoyer également au concept de la **société liquide**⁴⁰ développé par le sociologue anglo-polonais Zygmunt Bauman. Celui-ci décrit la société contemporaine comme une société de la mobilité, l'éphémère, la vitesse, la flexibilité : la société est liquide car les situations dans lesquelles les hommes se trouvent et agissent **se modifient avant même** que leurs façons d'agir ne réussissent à se consolider en procédures et habitudes. Une telle société, selon l'auteur, « exige de ses membres de s'adapter au monde contemporain (**liberté incertaine**) sans jamais leur en fournir les moyens (**sécurité rassurante**) : au-delà d'importants troubles psychologiques, ce sont des formes inédites **d'inégalité** que ce système génère. Les moyens de s'assurer un minimum de sécurité (sociale, psychologique, professionnelle...) étant désormais individualisés, il s'agit effectivement de pouvoir se les offrir. »

Le tableau ci-après offre ainsi une proposition de lecture de la société idéale décrite par la population au regard de la grille conceptuelle de Bauman, stylisée par le CREDOC.

Bauman oppose la société actuelle, dominée par une accélération des rythmes, une grande flexibilité, avec une société passée « solide » organisée autour d'institutions, dans un fonctionnement relativement figé mais protecteur et rassurant via l'existence de collectifs et d'un futur prévisible. Dans la société liquide actuelle, les individus disposent d'une liberté infinie mais parfois trompeuse, car tous n'ont pas les moyens d'en tirer profit. En rupture avec des idéologies structurantes, la société liquide offre principalement comme horizon la consommation de biens.

La **société idéale** proposée par nos concitoyens puise dans ces deux modèles enrichis par d'autres valeurs. Refusant de choisir entre sécurité et liberté, la population aimerait un monde offrant ces deux dimensions. Puisant dans l'idéal républicain, l'égalité est présentée comme un horizon désirable. Le modèle républicain est ainsi érigé comme un cadre rassurant permettant de concilier l'envie de liberté et d'autonomie et un socle sécurisant, étape incontournable pour un réel accès à cette liberté. Refusant tout à la fois un modèle centré sur des institutions, des collectifs structurés, un état fort, ou un modèle individualiste, régulé par le marché, la population met à l'honneur l'espoir de relations fondées sur la **solidarité et l'entraide, le partage**, voie perçue comme un moyen de conserver une société avec beaucoup de liberté aux individus, sans verser dans l'égoïsme et l'isolement.

Seule exception, le travail reste une des institutions de la société « solide » à laquelle nos concitoyens semblent se raccrocher. Le **travail** est rappelons-le en France, paré de nombreuses vertus et perçu comme le support tout à la fois de l'épanouissement personnel, de l'autonomie, de la création de lien social, etc.

Le travail semble également être considéré comme un repère renouvelé pour proposer après, le « croire » et « l'avoir », un nouvel horizon où « **le faire** », voire le « **faire ensemble** » fondent des supports identitaires renouvelés.

³⁹ Régis Bigot, Emilie Daudey, Sandra Hoibian, La société des loisirs dans l'ombre de la valeur travail, Cahier de recherche n°305, 2013 <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C305.pdf>

⁴⁰ Zygmunt Bauman, Le présent liquide, Seuil, 2007

Zygmunt Bauman, La Vie liquide, Le Rouergue/Chambon, 2006

Zygmunt Bauman, L'Amour liquide, De la fragilité des liens entre les hommes (Liquid Love, 2003), Éditions du Rouergue, 2004

La société idéale au regard du concept de société liquide

	Paradigme de la société solide	Paradigme de la société liquide	La société idéale selon les Français
Valeur centrale	Sécurité	Liberté	Sécurité et liberté
Rapport au futur	Prévisible	Imprévisible Présent « jusqu'à nouvel ordre »	
Attitude par rapport aux inégalités	Protectrice	Inégalitaire	Egalitaire Et respectueuse
Souplesse	Figée	Changeante, flexible	Ordre républicain : liberté dans un cadre
Agents centraux	Structures collectives (école, famille, etc)	Individus	Solidarité/ fraternité
Liens sociaux	Liens structurels	Liens en réseau	
Mode de régulation	Etat, institution	Marché	Partage- entraide
Identité	Identité d'appartenance	Identité fluctuante	Identité républicaine et Identité autour du travail
Repères	Croire (idéologies)	Avoir (société de consommation)	Co-produire ?

Source : CRÉDOC

Les utopies du début du XXème siècle ont longtemps été délaissées car très fortement associées au totalitarisme. Un philosophe français contemporain Miguel Abensour postule au contraire « *un monde sans utopie ? N'est-ce pas la définition possible du totalitarisme* » ? Et si, dans un monde centré sur le matérialisme économique, nos concitoyens avaient tout bonnement besoin d'utopies, afin d'apporter, en quelque sorte, des espoirs de réponses aux difficultés qu'ils traversent ?